



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana – Fandrosoana

MINISTRE DE L'INTERIEUR

**BUREAU NATIONAL DE GESTION
DES RISQUES ET DES CATASTROPHES**



**COMITE LOCAUX DE GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES
(REGIONS ANDROY, ANOSY ET ATSIMO ANDREFANA)**

PLAN DE CONTINGENCE POUR LE GRAND SUD INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE



PAYS : MADAGASCAR

PÉRIODE COUVERTE : 2013-2015

NUMÉRO DE LA VERSION : N° 01

CONTINGENCE(S) COUVERTE(S) : INSÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

ACTEURS IMPLIQUÉS :

- Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRM)
- Comités locaux de gestion des risques et des catastrophes (CLGRC) dans le Grand Sud
- Office national pour la nutrition (ONN)
- Directions au sein des Ministères techniques impliqués dans la gestion des catastrophes
- Associations locales
- Secteur privé : QMM
- Équipe humanitaire/pays



Sommaire

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE	3
CONTEXTE.....	3
ELEMENTS CLES DU PLAN.	4
II. ANALYSE DU CONTEXTE ET ÉVALUATION DES RISQUES	5
2.1. CONTEXTE GENERAL ET PROBLEMATIQUE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LE GRAND SUD....	5
2.1.1 Un environnement physique et climatique fragiles et austères	5
2.1.2. Un contexte socio-économique de pauvreté	6
2.1.3. Un contexte sécuritaire alarmant.....	7
2.1.4. Un potentiel productif dégradé	7
2.2. CONCEPTS DE RISQUE ET VULNERABILITE DES POPULATIONS	8
2.2.1. Les risques majeurs de catastrophes dans le Grand sud	8
2.2.2. Analyse de la vulnérabilité	10
2.2.3. Analyse de la capacité de réponse au niveau du Grand sud et au niveau national	11
2.2.4. Prévision de la saison des pluies 2013-2014	12
2.2.5. Scénarios retenus dans le plan de contingence	14
2.2.5.1. METHODOLOGIE DANS L'ELABORATION DES SCENARIOS.....	14
2.2.5.2. SCENARIOS RETENUS	15
III. FONCTIONNEMENT OPERATIONNEL DU PLAN	18
3.1. Objectifs du plan.....	18
3.2. Gestion de l'ensemble de la coordination.....	18
3.2.1. Arrangement à la base et coordination globale	18
3.3. Cadre des responsabilités sectorielles	19
3.3.1. Secteurs humanitaires dans le Grand sud	20
3.3.2. Objectifs opérationnels des secteurs	22
3. 4. Système d'alerte, indicateurs d'alerte, seuils de déclenchement, évaluations et suivi des réponses.....	24
3.4.2. Association d'indicateurs d'alerte et seuils de déclenchement.....	25
3.4.3. Procédure de déclenchement du plan.....	28
3.4.4. Déclaration de la fin d'une situation d'urgence	28
3.4.5. Différents types d'évaluations	29
3.4.6. Suivi des réponses et gestion de l'information.....	31
3.5. REPONSES SECTORIELLES	32
3.5.1. Activités sectorielles clés.....	32
3.5.2. Budget.....	36
IV. ANNEXES	37

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Contexte

Madagascar, troisième île au monde de par sa taille, est exposée à de nombreuses catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations, la sécheresse, les épidémies/pandémies, et les invasions acridiennes. Sa localisation dans le bassin sud-ouest de l'Océan Indien le met dans une première position de pays le plus exposé aux cyclones dans le continent Africain.

Habité d'environ de 22 millions d'habitants, avec une superficie de 587.000 km², les cyclones et les inondations sont les aléas les plus fréquents au pays. Toutefois, l'extrême sud du pays appelé Grand sud est une zone aride qui ne reçoit en moyenne que 500 mm de pluies annuellement. Le Grand sud regroupe les régions Anosy, Androy et une partie de la région Atsimo Andrefana, composé de huit districts et où vivent environ 1.600.000 habitants.

Cette zone, même en période de saison des pluies généralement entre octobre et mars, est victime d'une longue période de manque de pluies. La perte de la production agricole et le manque d'eau entraînent rapidement une flambée des prix des produits alimentaires et du prix d'eau.

La pauvreté et la vulnérabilité de la population sont très élevées dans le Grand sud. Cette zone enregistre le taux de pauvreté le plus élevé à Madagascar, pouvant atteindre jusqu'à 94% et les autres indicateurs socio-économiques sont les plus alarmants à Madagascar. Le taux brut de scolarisation n'atteint que 87,3%, le taux de malnutrition globale aigüe qui se situe entre 5,2% et 7,5%, est le plus élevé au pays, le taux d'insécurité alimentaire est de 75,9% à Atsimo Andrefana, 63,4% à Androy et 53,4% à Anosy¹, le taux d'accès à l'eau potable et d'utilisation des installations d'assainissement tournent respectivement autour de 30-40% et 8-23%. De plus, avec les irrégularités des pluies, la période culturale ne suit plus le calendrier normal dans l'année, les gens cultivent au fure et à mesure de l'arrivée des pluies.

En outre, le Grand sud est dépourvu des moyens logistiques adéquats. Les 851 km de route nationale qui relie tous les huit districts du Grand sud sont toutes en terre et sont dans un état très précaire ; les ports et les aéroports se trouvent loin de la zone aride ; seuls quatre districts sur huit disposent de station de service pour l'approvisionnement en fuel, aucun aéroport international n'est présent au cœur du Grand sud. Enfin, la zone est naturellement vulnérable : la plupart de la végétation n'est pas comestible, avec peu de présence de culture de substitution, ayant limité la stratégie d'adaptation de la population en période de crise d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle ; le nombre des fleuves et rivières est très limité par rapport à l'étendue de la zone, et avec 20.000 km² seulement de bassin versant, ils s'assèchent complètement pendant la période d'étiage.

Face à cette vulnérabilité accrue et cette pauvreté extrême, les mécanismes d'adaptation de la population sont très limités et un manque de pluies même pendant une période courte entraîne une situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle appelée localement « kere ». Cependant, le Grand sud est caractérisé par cette situation structurelle depuis des décennies mais pour certaines années, la situation se dégrade au point de provoquer une urgence ponctuelle ou prolongée. Les cas les plus récents sont ceux de 2006, de 2009 et de 2011. Le nombre de population nécessitant une intervention d'urgence immédiate atteignait 191.000 personnes sur 500.000 en situation d'insécurité alimentaire en 2009, et 200.000 personnes sur 720.000 en 2011.

Par ailleurs, si habituellement la cause d'une urgence liée à l'insécurité alimentaire ou nutritionnelle est le manque de pluies, le contexte actuel présente des facteurs aggravants qui pourraient aussi provoquer une urgence dans le Grand sud. Il s'agit entre autre des impacts des attaques des criquets dans cette zone, ou du phénomène inhabituel de l'insécurité.

Ceci étant, le présent Plan de contingence porte sur les situations d'urgence liées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, quelle qu'en soit la cause et les facteurs aggravants, il ne peut servir les interventions menées contre l'insécurité alimentaire structurelle et la vulnérabilité structurelle.

¹ Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment, PAM/FAO 2010.

Eléments clés du plan

1. Le plan prévoit trois scénarios de contingence : le scénario 1 correspond à une situation d'urgence modérée et sans forcément affecter tous les secteurs ; le scénario 2 à une situation d'urgence moyenne et le scénario 3 à une urgence extrême et qui affecte tous les secteurs humanitaires. Les hypothèses de planification par scénario se résument comme suit : moins de 200.000 personnes directement affectées pour le scénario 1, entre 200.000 à 350.000 personnes pour le scénario 2 et plus de 350.000 pour le scénario.
2. Le plan prévoit une association de sept (07) principaux indicateurs d'alerte en prévision d'une situation d'urgence et des seuils sont définis pour chaque scénario. L'atteinte d'un ou des seuil(s) entraîne l'activation du plan mais selon les scénarios, cette activation peut être partielle ou totale. Une quinzaine d'indicateurs secondaires s'ajoute aux indicateurs principaux et leurs valeurs, si elles sont disponibles, pourront compléter les analyses.
3. Sur la base de ces indicateurs, quelques systèmes sectoriels de collecte d'information et de données sont déjà opérationnels ou en train d'être mis en place. La compilation et l'analyse des données se fait à deux niveaux : au niveau de chaque secteur et au niveau de la coordination. A défaut de présence du Bureau permanent du BNGRC sur terrain, et à défaut d'un système d'alerte précoce qui sera alimenté par les différents systèmes d'information sectoriels, la centralisation et la consolidation des analyses sectorielles pourra se faire à travers le cluster « Sécurité alimentaire et moyen de subsistance » déjà opérationnel sur place. Au niveau national, le BNGRC jouera ce rôle.
4. Le plan prévoit un mécanisme de coordination locale et spécifique au Grand sud, indépendamment de la coordination nationale. En effet, en plus de la coordination par région à travers les Comités Régionaux de Gestion des Risques et des Catastrophes (CRGRC), une plateforme de coordination inter-régionale appelée Comité Inter-régional de GRC (CIRGRC) sera à mettre en place et qui a pour rôle de rassembler tous les acteurs humanitaires présents dans le Grand sud pour les questions relatives à la préparation et les réponses aux urgences. Cette plateforme est prévue être coordonnée par un Bureau permanent du BNGRC, basé sur place, ou à défaut temporairement par le Cluster Sécurité alimentaire et Moyen de Subsistance Grand sud. Le cluster « Sécurité alimentaire et moyen de subsistance » peut jouer ce rôle de coordination en attendant la mise en place de toutes les structures de coordination prévues dans le présent plan.
5. Le plan prévoit une éventuelle utilisation d'une équipe inter-régionale pour conduire les premières investigations ou évaluation rapide multisectorielle. La constitution de cette équipe, ses termes de référence, sa formation feront encore l'objet d'un travail ultérieur. A défaut de cette équipe, l'appui et l'intervention d'une équipe nationale seront toujours nécessaires.
6. Sept secteurs sont considérés comme prioritaires dans ce plan et chaque secteur a élaboré son propre plan de réponse sectorielle (en annexe du plan). Il s'agit de l'Eau, hygiène et assainissement, Education, Logistique, Nutrition, Protection, Santé, Sécurité alimentaire et moyen de subsistance. Une situation d'urgence à l'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle dans le Grand sud ne provoque pas de déplacement interne de la population mais le secteur Habitat pourrait être appelé à intervenir par rapport aux impacts des facteurs aggravants.

II. ANALYSE DU CONTEXTE ET ÉVALUATION DES RISQUES

2.1. Contexte général et problématique de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le Grand sud.

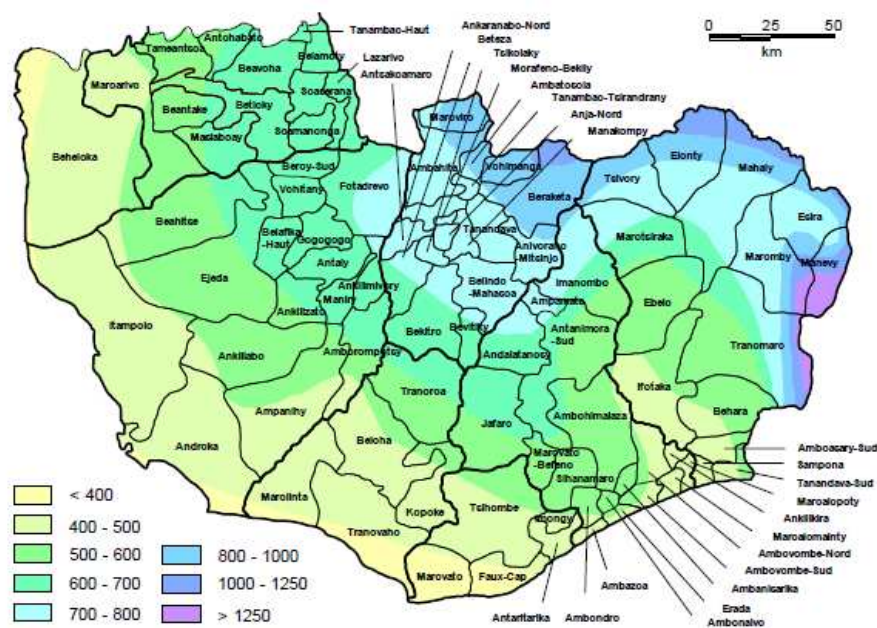
2.1.1 Un environnement physique et climatique fragiles et austères

Située entre 11°57' et 25°30' de latitude sud et entre 43°14' et 50°27' de longitude est, à cheval sur le Tropique du Capricorne, Madagascar se trouve dans l'hémisphère Sud, dans le sud-ouest de l'Océan Indien, séparé de la côte sud-est de l'Afrique par le canal de Mozambique, à 350 km des côtes sud-est de l'Afrique. C'est la plus grande île dans l'Océan Indien (et 3^{ème} au monde) avec une superficie de 587.000 km² et habité d'environ 20.097.000 habitants.

Classé 3^{ème} pays le plus vulnérable au changement climatique dans le monde, la sécheresse est le deuxième risque de catastrophes identifié à Madagascar, après le cyclone et l'inondation. La zone d'extrême sud de Madagascar, appelée Grand sud, peuplée de 1.600.000 habitants, est composée de 104 communes réparties dans huit districts et trois régions (Anosy, Atsimo Andrefana et Androy). Le Grand sud est peuplé d'ethnies différentes, mais essentiellement l'Antanosy, l'Antandroy, le Mahafaly, le Vezo, et le Bara.

C'est une zone aride, et est fréquemment frappée par une longue période de déficit de pluies qui est traditionnellement considérée comme une sécheresse. En moyenne, 600 mm de pluies seulement tombent dans cette zone annuellement.

Carte n°1. Carte des isohyètes du Grand sud



En outre, le Service de la météorologie a relevé pour le Grand Sud une petite élévation générale de la température sur une période d'un siècle, ainsi que des perturbations du climat, lesquelles perturbations peuvent être aggravées par les effets des changements climatiques.

A titre d'exemple, les faits suivants sont observés sur 37 ans d'enregistrements à Ambovombe (dans le Grand Sud) pour une moyenne de 575 mm de précipitations annuelles : 22 années pour lesquelles les précipitations annuelles étaient supérieures à 500 mm ; 8 années pour lesquelles les précipitations annuelles ont varié de 400 à 500 mm et qui correspondent à des années de soudure alimentaire difficile ; et 7 années pour lesquelles les précipitations annuelles étaient inférieures à 400 mm et qui correspondent à des années de disette.

Entre 2008 et 2010, les précipitations annuelles étaient en dessous de 400 mm et quatre récoltes successives ont été perdues entre 2008 et 2009. Ces faibles précipitations diminuent

significativement² la production, et ont des impacts graves et prolongés sur la sécurité alimentaire. Les cours d'eau qui se tarissent, privent la population d'eau potable saine pour l'alimentation et la santé, accentuant encore sa vulnérabilité.

Toutefois, cette zone aride a reçu exceptionnellement beaucoup de pluies pendant les trois dernières saisons cycloniques successives (de 2010 à 2013).

2.1.2. Un contexte socio-économique de pauvreté

Madagascar dispose encore d'une croissance démographique élevée, estimée à 3,01%. La mortalité infantile s'élève à 48 pour 1 000³ pour les enfants moins de 5 ans, et l'espérance de vie moyenne à la naissance est de 66,7 ans⁴. La densité moyenne est de 34 habitants au km², les Hautes Terres étant plus densément peuplées que les côtes. Madagascar est classée parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier. En 2013, le taux à la pauvreté est estimé à 92%⁵, c'est-à-dire la personnes qui vivent en dessous de 2 dollars américains par jour, ce taux était de 68% de 2005.

En 2011, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) est de 0,480%⁶ (0,435 en 2010), Madagascar entre ainsi dans le groupe des pays à développement humain faible (IDH<0,5). Le taux de croissance économique du PIB en 2010 était de 0,5%, le taux prévisionnel pour 2011 est de 1,6%⁷. La crise socio-politique s'est traduite au niveau de la vie quotidienne par l'accroissement du taux de chômage, environ 336.000 emplois (directs et indirects) ont été perdus depuis le début de la crise politique en 2009.

Dans le Grand sud, les taux de pauvreté dépassent la moyenne nationale et sont les plus élevés à Madagascar, ce taux atteint 90% pour la région d'Androy. Le secteur économique dans le Grand Sud est marqué, entre autres, par le manque d'investissements, de cadre incitatif pour le secteur privé, et de capacité locale pour la promotion de l'emploi. Les ressources humaines sont marquées par le faible niveau d'instruction et de qualification de la main-d'œuvre. La faible productivité de la main d'œuvre nuit à la compétitivité du secteur tourné vers l'exportation. Le tissu économique du Grand Sud est aussi marqué par les capacités limitées des mécanismes institutionnels de service.

Parallèlement au démarrage des grands chantiers d'exploitation d'ilménite à Tolagnaro (la première grande ville du Grand sud), un port maritime supposé être un des plus grands de la sous-région de la SADC est opérationnel depuis 2009 pour servir dans un premier temps de port d'exportation de l'ilménite en question, pour devenir ensuite un port commercial au service de l'économie locale voire nationale.

Les infrastructures sanitaires, scolaires, d'adduction d'eau potable et d'assainissement, restent quant à elles très insuffisantes. Les populations des trois régions sont parmi les plus vulnérables aux problèmes de santé à Madagascar. La population des villages éloignés d'un centre de santé sont exclus des services de santé de base, faute de disponibilité de services sanitaires mobiles et l'éloignement des formations sanitaires. Près de 60% de la population vit au-delà de 5km d'une formation sanitaire.

Le Grand Sud connaît des niveaux d'instruction très bas, et des taux de scolarisation et des résultats scolaires faibles. Il y a un fort taux de redoublement, et des tendances vers une forte déperdition scolaire, avec près d'un tiers d'élèves ne complétant pas le niveau d'éducation primaire. Cette situation s'explique, entre autres, par la pauvreté quasi-généralisée des ménages, l'enclavement, les effets néfastes des catastrophes naturelles, l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures, les manquements au niveau du corps enseignant ; la mauvaise qualité des services, et le faible accès à l'eau potable et à l'assainissement. S'ajoutent à ces facteurs, la faible importance accordée à l'éducation par les ménages, et l'attachement aux traditions, particulièrement en milieu rural, où le poids du contexte entraîne une participation quasi obligatoire de tous les membres de la

² 80% de perte moyenne en production céréalière en 2009-10 selon le Crop Assessment PAM-FAO

³ Enquête démographique et sanitaire 2008-2009

⁴ Rapport Mondial sur le Développement Humain - PNUD 2011.

⁵ Banque Mondiale.

⁶ Rapport mondial sur le Développement Humain – PNUD 2011

⁷ INSTAT, Tableau de bord de l'Economie de Madagascar, Juillet 2012

famille et ce dès le plus jeune âge aux travaux (agricole, élevage, pêche..). Par ailleurs, il est constaté que le faible niveau d'instruction de la mère ou du chef de ménage influe négativement sur l'importance accordée à l'éducation formelle des enfants.

Les facteurs hydriques prépondérants expliquent pourquoi la diarrhée, avec une prévalence élevée de 13,3 %, est une des principales causes de décès des enfants à Androy. Aussi, seulement 8,5 % des femmes de 15-49 ans connaissent le traitement SRO de la diarrhée à Androy alors que la moyenne nationale est de 41,6 %. Dans l'ensemble des zones côtières, le paludisme reste la principale cause de morbidité et de mortalité chez les enfants.

Les faibles moyens de gestion des ressources en eau font que la population ne peut asseoir de bonnes pratiques faute d'approvisionnement en eau. Cette situation a été exacerbée par la forte augmentation du prix de l'eau, 13% entre 2009 et 2010. Certaines populations marchent de 10 à 15 km en moyenne pour trouver de l'eau.

2.1.3. Un contexte sécuritaire alarmant

Le présent Plan de contingence qui, pour la toute première fois, porte sur des urgences liées surtout à la sécheresse, est élaboré dans un contexte de crise politique dans le pays et d'insécurité alarmante et inhabituelle dans la zone couverte par le Plan. La principale cause de cette insécurité est les vols des bovidés perpétrés par des bandits organisés traditionnellement connus sous le nom de « dahalo ». Ce phénomène existe depuis presque 50 ans mais il se présente actuellement sous une autre forme et a contraint une partie de la population de se déplacer vers des endroits plus en sécurité, d'abandonner leurs cultures et leurs moyens de subsistance. En octobre 2012, 542 bovins ont été volés, et 484 restitués alors qu'en septembre, plus de 2.000 bovins ont été volés et 75 seulement restitués. Les attaques sont meurtrières aussi bien du côté des forces de l'ordre que des dahalos.

Même si le phénomène est localisé dans une partie du Grand sud, il entraîne un déplacement temporaire de population et des effets psychologiques au niveau des fermiers et des vendeurs. Depuis le mois de juin 2012, le nombre cumulé des personnes déplacées atteint environ 2,600 personnes, les districts les plus concernés sont Betroka, Amboasary et Tolagnaro (Fort Dauphin). La campagne agricole et les échanges commerciaux sont perturbés par peur d'être attaqué à tout moment. Malgré que ce changement soit supposé être ponctuel, on doit le considérer du moins comme un facteur aggravant car en amont d'une crise, il peut accélérer une dégradation d'une situation d'insécurité alimentaire ou nutritionnelle et en aval il peut être un facteur de blocage pour accéder aux populations affectées par une urgence.

2.1.4. Un potentiel productif dégradé

Dans le Grand Sud, l'effectif moyen des exploitations agricoles familiales est de 5,51 personnes pour une superficie moyenne de 0,87 ha. Du fait de la forte croissance démographique, de l'ordre de 3%, la taille de l'exploitation par actif est en voie de diminution. Cette diminution n'est cependant pas compensée par une augmentation de la productivité qui reste très faible. Le rendement moyen, entre 0,3t/ha - 0,5t/ha pour le riz, est parmi les plus bas au pays, et la production moyenne annuelle par ménage évaluée à 450 kg ne permet pas de couvrir leurs besoins alimentaires.

Le système agricole, basé essentiellement sur la subsistance, est peu performant, et le revenu agricole représente plus de 60%⁸ du revenu de la famille. Les populations rurales du Grand Sud (pour la plupart des agriculteurs mais aussi des éleveurs) sont ainsi particulièrement vulnérables, et leurs capacités d'adaptation restreintes.

En outre, le manque de diversification des cultures avec la pratique agricoles mal adaptée augmente le risque d'insécurité alimentaire saisonnière et limite leur résilience aux chocs. Toutefois, la faiblesse des revenus surtout pour les ménages avec femme chef de famille et plusieurs enfants en charge influe négativement sur leur accessibilité.

Bien qu'épine dorsale de l'économie du Sud, l'agriculture et l'élevage, à cause de leurs faiblesses, sont aussi source de vulnérabilité pour les populations qui ont des difficultés à assurer une sécurité alimentaire ou à augmenter leurs revenus par la valorisation des produits agricoles et d'élevage. Les

⁸ Situation de référence projet AROPA, CAETIC Développement, 2010

populations malgaches des zones vulnérables, et en particulier celles des Sud victimes des sécheresses à répétition, font face à de graves problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Les principaux problèmes liés à l'insécurité alimentaire révèlent tout d'abord un manque de productivité agricole dû à la très faible surface cultivée, aux pratiques agricoles mal adaptées et à la difficulté de se procurer des intrants de qualité. De plus, Les stocks alimentaires assurent une autonomie alimentaire de seulement 3 mois dans le Sud, ne permettant pas aux ménages de faire face aux périodes de soudure. Enfin, la faiblesse des revenus dans le monde rural, en particulier pour les ménages dirigés par les femmes seules ne permet pas de compléter la ration alimentaire par des achats sur le marché.

A Madagascar en général, l'insécurité alimentaire est également associée à la faiblesse de la capacité locale de réponse aux chocs, capacité souvent limitée par le mauvais état des infrastructures routières. Se retrouvant dès lors avec un choix moins nombreux de stratégies de survie, la population devient plus vulnérable aux aléas naturels.

La dépendance des populations du Sud aux produits de la nature ne fait que renforcer la nécessité de prioriser une gestion efficace de l'environnement. Les forêts naturelles et les reboisements existants sont exploités de manière destructive. Par ailleurs, la croissance démographique va continuer à générer des pressions pour l'expansion agricole au moyen de conversion de forêt dans le cadre du système de production sur brûlis.

2.2. Concepts de risque et vulnérabilité des populations

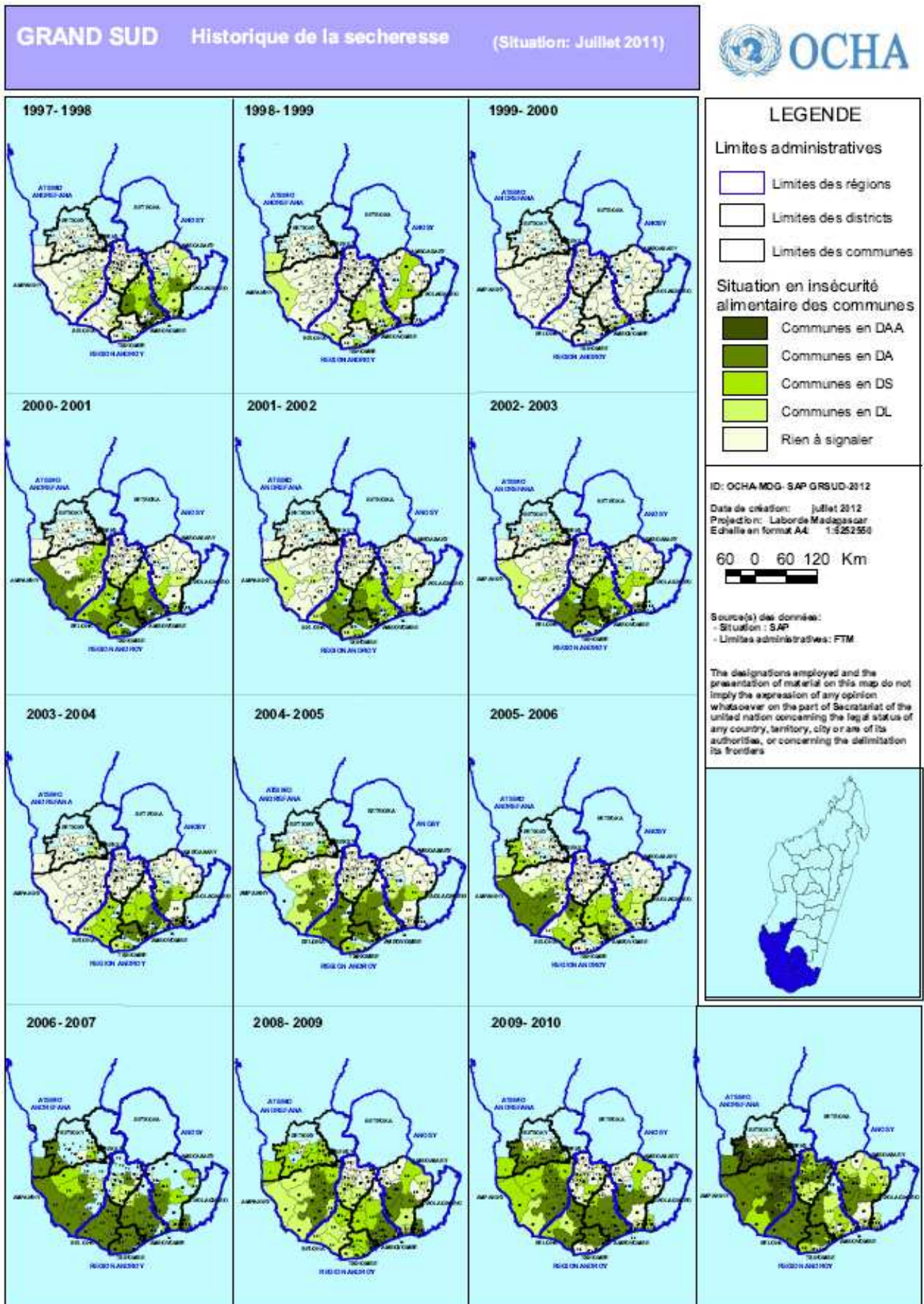
2.2.1. Les risques majeurs de catastrophes dans le Grand sud

Trois risques majeurs menacent en permanence le Grand sud et qui pourraient tous conduire à une situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle. Le plus fréquent est le déficit de pluie, puis l'attaque acridienne et enfin les épidémies (malaria, Fièvre de la Vallée de Rift, Grippe AH1N1, etc). Deux risques secondaires, à savoir les incendies des maisons et l'épanchement pétrolier, (déversement d'hydrocarbures) affaiblissent les capacités des ménages et leurs moyens de subsistance pour faire face aux trois premiers risques. Par ailleurs, les cyclones et les inondations, même s'ils provoquent une situation d'urgence dans les premiers jours, sont plutôt des facteurs favorables pour la sécurité alimentaire de cette zone.

Le tableau en dessous donne une synthèse des impacts des situations d'urgence majeures successives dans le Grand sud.

Type de crise	Année	Décès	Blessés ou malades	Personnes affectées (directement ou indirectement)	Observations
Cyclone et inondation	2011-2012				
	2010-2011				Essentiellement causé par le cyclone BINGIZA
Sécheresse (Grand sud du pays)	2010-2011	0	-	720.000	Limitée dans les trois régions du Sud du pays
	2009-2010	0	-	381.000	
	2006-2007	0	-	232.690	
	2002-2003	-	-	600.000	
	1988-1989	-	-	950.000	
	1981-1982	-	-	1.000.000	
Invasion acridienne	2013-2014			1.000.000 ha de terres agricoles menacées	
	2011-2012	-	0	2.000.000 personnes affectées 250.000 ha de terres agricoles menacées	Risque d'extension vers une grande partie du pays
	2010-2011	-	0	500.000 ha de terres agricoles menacées (13.000 personnes affectées)	Limité dans le Grand sud et sud-ouest du pays
Epidémie	2012	21	0		Malaria
	2009		0	20	Grippe AH1N1
	2008		0		Fièvre de la Vallée de Rift
Epanchement pétrolier	2009			18.615	Du côté de Faux Cap

Crise de sécheresse : localisation des communes affectées (source : Système d'Alerte Précoce)



2.2.2. Analyse de la vulnérabilité

Plus de 65% des ménages dans une grande partie du Grand sud déclarent ayant été affecté par un choc annuellement, soit le taux le plus élevé aui pays⁹.

L'impact des catastrophes sur la population, surtout sur les personnes les plus vulnérables et dans les zones vulnérables, accentué par les effets de ce changement climatique, est exacerbé par les facteurs de vulnérabilité suivants.

2.2.2.1. Facteurs naturels et physiques de vulnérabilité

- Le Grand sud de Madagascar est une zone aride, qui ne reçoit en moyenne qu'environ 500 mm de pluies. Pendant les années de sécheresse aigüe, les précipitations annuelles n'atteignent même pas 300 mm.
- Le Grand sud ne dispose pas beaucoup de grandes rivières et fleuves, contrairement aux autres régions de Madagascar. Seules trois grandes rivières/fleuves (Onilahy, Menarandra et Mandrare) traversent l'ensemble de la zone d'une superficie totale d'environ 130.000 km². Les deux premières rivières dominent le Grand sud mais avec seulement un bassin versant d'environ 20.100 km², elles sont toutes endoréiques et s'assèchent complètement en période d'été.
- Il y a deux grands types de sol dans le Grand sud : cristalline et sédimentaire. Dans la zone cristalline, il y quelques cours d'eau mais elles sont temporaires ; et dans la zone sédimentaire, il n'y a aucun écoulement en surface.
- La végétation dans le Grand sud est composée essentiellement par des plantes non comestibles, à cause des conditions hydro-climatiques de la zone. Le « Raketa » ou cactus est la plante de ceuillette par excellence dans cette zone, les arbres fruitiers ne présentent pas beaucoup d'espèces. Cela limite énormément la stratégie d'adaptation de la population pendant la période de soudure et les rend facilement vulnérables à l'impact de la sécheresse.

2.2.2.2. Facteurs socio-économique de vulnérabilité

- Après chaque crise ou catastrophe, la situation socio-économique des ménages et de la communauté n'a pas été toujours rétablie à son niveau pré-crise pour différentes raisons (perte de terres agricoles à cause de l'ensablement, diminution de rendement de leurs plantations, infrastructures sociales de base non réhabilités/reconstruits dans les normes, etc). En effet, les impacts cumulés des catastrophes pendant plusieurs années ont beaucoup contribué à l'augmentation de la vulnérabilité de ces communautés.
- 68% des ménages vivent dans une situation d'insécurité alimentaire chronique.¹⁰
- Pour les trois régions du Grand sud, les chocs entraînent essentiellement des pertes de revenus. Plus de 90% des ménages ont subi des pertes de revenu dont les valeurs varient entre 400.000 à 650.000 Ariary par ménage par choc selon la région.
- Concernant le secteur eau et assainissement, le Grand sud est très vulnérable à cause du très faible accès à l'eau potable et aux installations d'eau et assainissement. Dans la région d'Androy, moins de tiers de la population (28 %) ont accès à l'eau potable, avec une forte disparité entre milieu urbain (13%) et rural (33%). Il en est de même pour les deux autres régions, tous autour de 40%¹¹. L'accès à des installations d'assainissement adéquates est très critique : 8% seulement pour la région d'Androy, 23% pour Anosy et 14% Atsimo Andrefana.
- La plupart des réservoirs d'eau ont été construits sans tenir compte des conditions climatiques de la région. Ces réservoirs ne supportent pas l'alteration des températures élevées (toujours en dessus de 30°C entre octobre et mars) et des pluies, se cassent et deviennent inutilisables régulièrement.

⁹ INSTAT/DSM/EPM/2010

¹⁰ CSFVA 2010 - PAM

¹¹ Annuaire du secteur eau potable et assainissement 2012 du Ministère de l'Eau

- Les routes qui relient tous les districts, d'une longueur totale de 851 km et totalement en terre, se trouvent dans un état très précaire et sont très vulnérables à des coupures temporaires ou prolongées après le passage des pluies. Cette situation favorise la difficulté d'accès, aussi bien physique que financier, aux différents produits importés par la zone soit en période de pré-crise soit en pleine période de crise.

2.2.2.3. *Vulnérabilité culturelle*

- En milieu urbain, la prédominance de mentalité d'individualisme, la recrudescence des fraudes et de corruption et la valeur de solidarité se perdent davantage.
- En milieu rural, l'ancrage aux us et coutumes et les philosophies ancestrales sont les principaux facteurs entravant le développement ; par exemple, beaucoup de paysans pensent que les catastrophes sont des destins de Dieu.

2.2.3. **Analyse de la capacité de réponse au niveau du Grand sud et au niveau national**

2.2.3.1. *Capacité institutionnelle*

Le Grand sud dispose selon les textes de trois Comités Locaux de Gestion des Risques et Catastrophes au niveau des trois régions qui le compose. Dans le cadre de l'approche par responsabilité sectorielle, certains clusters existants au niveau national se sont décentralisés dans le Grand sud, entre autres les clusters sécurité alimentaire et l'eau, hygiène et assainissement.

Ces deux clusters sont très actifs dans le Grand sud et pourraient constituer la base de la mise en place de la future plate-forme inter-régionale des acteurs humanitaires pour le Grand sud.

En outre, le Grand sud est la première zone à Madagascar où l'on note la plus forte présence des acteurs humanitaires. 35 ONGs (nationales et internationales confondues) y sont présentes d'une manière permanente même si elles ne sont pas bien réparties géographiquement et sectoriellement ; et toutes les agences humanitaires du Système des Nations ont une présence permanente dans la zone (*cf. Annexe 5b. Carte 3W dans le Grand sud*).

Enfin, des organismes gouvernementaux spécialisés existent et sont opérationnels dans le Grand sud pour contribuer à l'atténuation des effets de la sécheresse, ou d'autres crise, entre autre l'Adduction en Eau du Sud (AES) basé à Ambovombe et le Corps de Protection Civile (CPC) basé à Tolagnaro (Fort Dauphin). Toutes ces structures oeuvrent ensemble pour la préparation et les réponses aux urgences.

2.2.3.2. *Capacités physiques*

- ✓ **Magasin de stockage** : les acteurs présents dans le Grand sud disposent de 6 grands magasins de stockage géographiquement bien répartis dans la zone, d'une capacité totale d'environ 10.130 tonnes.
- ✓ **Aéroport/aérodrome** : il y a 14 aéroports/aérodromes encore fonctionnels dans le Grand sud. Deux sont des aéroports internationaux et le reste sont des aérodromes, de piste en terre, et peuvent recevoir des petits avions moins de 6 tonnes (*cf Annexe 6a. Fiche technique des aéroports*). En cas de non praticabilité prolongée des routes, pour diverses raisons (insécurité, inondation, etc), ces aérodromes servent des moyens rapides pour atteindre les districts enclavés.
- ✓ **Port maritime** : Le Grand sud dispose de trois ports maritimes mais qui sont localisés dans les extrémités ouest et est à Toliara et à Tolagnaro (Fort Dauphin). En effet, tous les districts à l'intérieur ne sont pas accessibles par bateau (*cf Annexe 6b. Fiche technique des ports maritimes*).
- ✓ **Route** : Tous les districts du Grand sud sont accessibles par route pendant toute l'année, sauf en période de pluie abondante. 851 km de route les relie et malgré l'état précaire de ces routes, elles restent un élément logistique important.

2.2.3.3. Capacité d'adaptation de la communauté

La capacité d'adaptation de la population se mesure à son aptitude à atténuer l'impact d'une catastrophe. Cette capacité varie énormément en fonction du niveau de préparation de la population locale, de la fragilité de l'environnement, de la diversité des activités génératrices de revenus et de l'état des infrastructures sociales et routières. Les capacités d'adaptation sont évaluées sur une échelle allant de « très faible » à « très importante » et permettent d'identifier les populations qui n'ont pratiquement pas les moyens de faire face aux chocs externes et celles qui au contraire peuvent adapter facilement leur modes de consommation pour compenser les pertes.

Par tradition, la communauté du Grand sud adopte différentes stratégies d'adaptation qui va du simple à l'extrême selon le niveau de l'urgence¹²:

- ✓ intensification des ventes de bétail
- ✓ intensification de la pêche
- ✓ intensification de l'exploitation forestière
- ✓ intensification du salariat agricole, du commerce et de l'artisanat
- ✓ différentes aides par les migrants ou les familles
- ✓ changement des habitudes alimentaires
- ✓ migration des familles
- ✓ endettement
- ✓ ventes des biens (terres, etc)

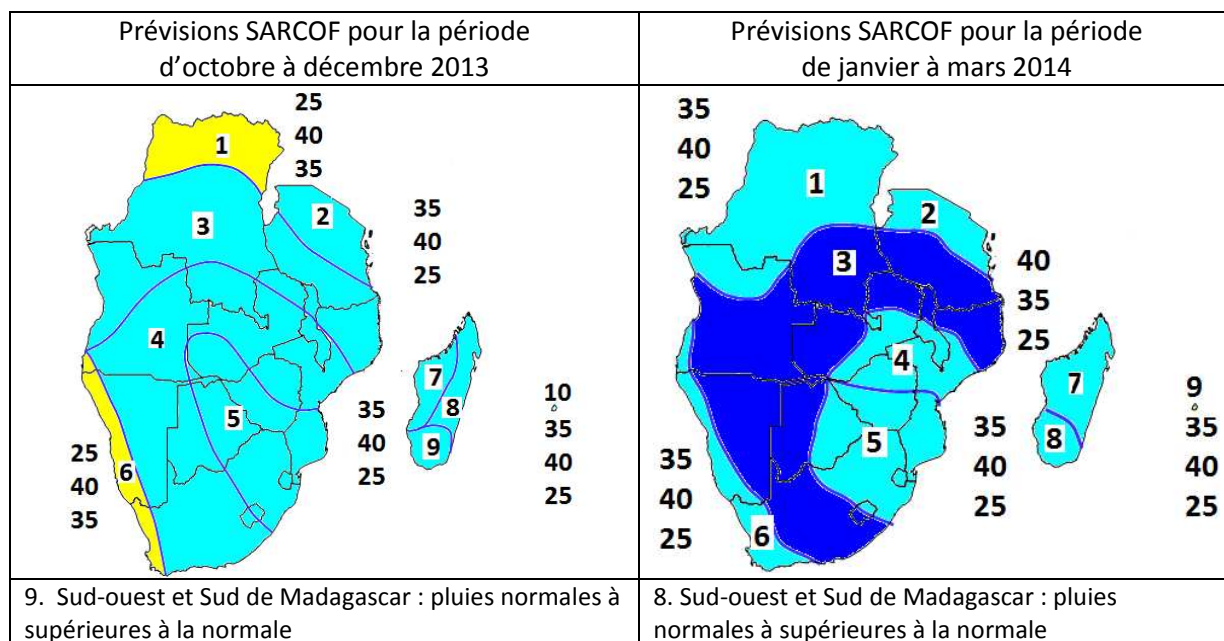
Cependant, ces capacités d'adaptation sont de plus en plus limitées car les sécheresses successives, accentuées par l'impact de la crise socio-politique actuelle, ont réduit de manière significative le capital productif de la population.

2.2.4. Prévision de la saison des pluies 2013-2014

Le risque de sécheresse est le premier auquel pourrait être confronté le Grand sud. Pour la saison cyclonique 2013-2014 en particulier, les prévisions météorologiques de la saison des pluies indiquent pour le Grand sud des pluies normales à supérieures à la normale entre octobre 2013 et mars 2014.

¹² Enquête structurelle Grand sud – SIRSA – SAP 2005

Prévision des précipitations dans la région de la SADC



Valeurs normales des précipitations d'octobre à mars – calculées entre 1971 et 2000

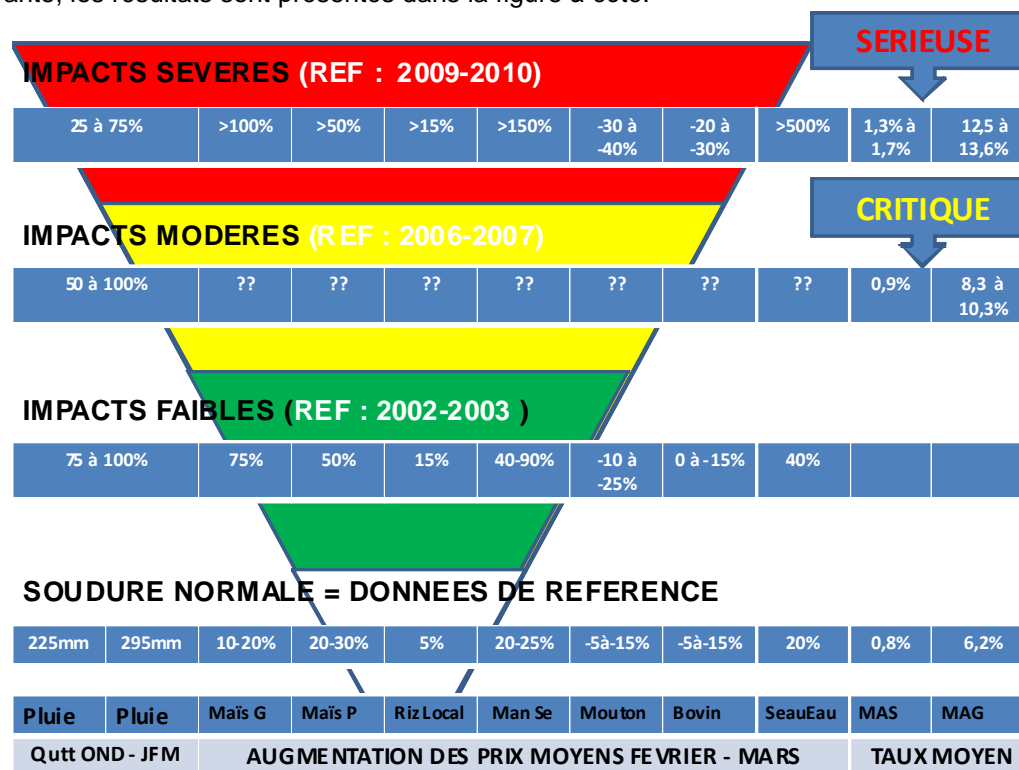
STATION	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	OCT-NOV-DEC
<i>Toliara</i>	9.6 mm	24.9 mm	76.6 mm	111.1 mm
<i>Taolagnaro</i>	85.2 mm	133.8 mm	152.4 mm	371.4 mm
<i>Ambovombe</i>	40.1 mm	60.1 mm	94.2 mm	194.4 mm
<i>Betioky Sud</i>	28.5 mm	81.9 mm	155.2 mm	265.6 mm
<i>Beloha</i>	8.8 mm	43.4 mm	92.2 mm	144.4 mm
STATIONS	JANVIER	FEVRIER	MARS	JAN-FEV-MARS
<i>Toliara</i>	90 mm	84.1 mm	39 mm	213.1 mm
<i>Taolagnaro</i>	186.7 mm	170.4 mm	154.7 mm	511.8 mm
<i>Ambovombe</i>	96.5 mm	75.8 mm	57.8 mm	230.1 mm
<i>Betioky Sud</i>	219.5 mm	146.7 mm	68.5 mm	434.7 mm
<i>Beloha</i>	115.9 mm	73.9 mm	37.6 mm	227.4 mm

2.2.5. Scénarios retenus dans le plan de contingence

2.2.5.1. Méthodologie dans l'élaboration des scénarios

L'élaboration des scénarios dans le plan de contingence a été faite de la manière suivante, les résultats sont présentés dans la figure à côté.

- Une étude et analyse des données historiques des dix dernières années qui ont permis d'identifier les indicateurs significatifs liés aux crises et leurs différentes valeurs qui correspondaient à des différents niveaux impacts des crises.
- La variation des valeurs de ces indicateurs a été analysée dans le temps, sur une base de valeur mensuelle, et a permis de délimiter les périodes entre lesquelles leurs valeurs par rapport à une situation normale sont significatives pour engendrer une crise.
- Les indicateurs nutritionnels, basés sur des enquêtes SMART, ont confirmé la significativité de chaque indicateur analysé.
- A l'issue de l'analyse, les valeurs des indicateurs pluviométriques sont surtout significatives entre le mois d'octobre et mars précédant la période d'une crise ; tandis que les valeurs des indicateurs agricoles et prix sont significatives entre février et mars précédant la période d'une crise.
- Selon les valeurs des indicateurs et les résultats des enquêtes nutritionnelles déclenchées au début d'une crise, trois niveaux de scénarios pourraient être distingués
- L'analyse et les trois scénarios ont été présentés, discutés et validés pendant l'atelier de l'initiation à la planification de contingence.



Limite de la méthodologie

- Normalement, l'analyse des données historiques devraient se limiter sur les cinq dernières années mais vu que trois crises de sécheresse se sont succédées pendant cette période, les valeurs des indicateurs sont biaisés par ces crises et l'analyse a dû utiliser les données des dix dernières années.
- Le manque de données pour certaines années qui précèdent une crise n'a pas permis d'analyser tous les indicateurs d'une manière homogène.
- Des facteurs aggravants pourraient impacter les valeurs de certains indicateurs, par exemple l'insécurité. En effet, il faut toujours tenir compte l'influence de ces facteurs aggravants dans les futures analyse avant de se prononcer sur le niveau de scénario.

2.2.5.2. Scénarios retenus

CRITÈRES		SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)	
Indicateurs relatifs aux précédentes crises	Pluviométrie d'octobre à mars - comparée à la moyenne sur 30 ans	Données de base (moyenne sur 5 ans)	75 à 100 %	50 à 100 %	25 à 75 %
	Augmentation du prix moyen (de fév. à mars) du maïs grain	10 à 20 %	75 %	N/D (Non disponible)	> 100 %
	Maïs poudre	20 à 30 %	< 50 %	N/D	> 50 %
	Riz local	5 %	15 %	N/D	> 15 %
	Manioc sec	< 25 %	40 à 90 %	N/D	> 150 %
	Mouton	- 5 à - 15 %	- 10 à 25 %	N/D	- 30 à - 40 %
	Bovin	- 5 à - 15 %	- 15 %	N/D	- 20 à - 30 %
	Seau d'eau	20 %	40 %	N/D	> 500 %
	MAS	0,8 %	N/D (Non disponible)	0,9 %	1,3 à 1,7 %
	MAG	6,2 %	N/D	8,3 à 10,3 %	12,5 à 13,6 %
Durée de l'urgence	En général 12 mois : généralement de mai de l'année <i>n</i> jusqu'en avril de l'année <i>n+1</i>				
Durée de la phase d'urgence aigüe pour certains secteurs	WASH : d'août de l'année <i>n</i> à décembre de l'année <i>n</i>	WASH : d'août de l'année <i>n</i> à décembre de l'année <i>n</i> ÉDUCATION : de janvier de l'année <i>n</i> à mars de l'année <i>n+1</i>	WASH : de mai à décembre ÉDUCATION : de janvier de l'année <i>n+1</i> à septembre de l'année <i>n+1</i>		
Étendue des dégâts	Nombre de communes	10 à 20	20 à 30	> 40	
	Personnes touchées	< 200.000	200.000 à 350.000	350.000 à 1million	
	Femmes enceintes				
	Enfants de moins de 5 ans	< 10 % (< 20.000 enfants)	10 à 20 % (entre 40.000 et 105.000)	> 20 % (au moins 120.000 enfants)	
Impacts sectoriels	WASH	<ul style="list-style-type: none"> Accès et utilisation limitées de l'eau (diminution de la quantité d'eau utilisée par personne) Diminution de l'adoption de bonnes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> Accès et utilisation limitées de l'eau (diminution de la quantité d'eau utilisée par personne : x) 	<ul style="list-style-type: none"> Accès et utilisation quasiment inexistantes de l'eau Absence de l'adoption de bonnes 	

CRITÈRES	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)
	d'hygiène (utilisation multiple de l'eau)	litres/pers/j) <ul style="list-style-type: none"> • Diminution de l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène (utilisation multiple de l'eau) • Revenus réservés en grande partie à l'approvisionnement en eau 	pratiques d'hygiène (utilisation multiple de l'eau) <ul style="list-style-type: none"> • Revenus réservés en grande partie à l'approvisionnement en eau
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'impact significatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Reprise difficile de la scolarité • Échec scolaire • Malnutrition et précarité de l'état sanitaire des élèves 	<ul style="list-style-type: none"> • Une vingtaine d'écoles qui sont non opérationnelles à cause de l'augmentation de la déperdition scolaire liée à l'insécurité alimentaire • Taux d'abandon scolaire supérieur à 40 % • 105.000 élèves sont privés de cours et sont psychologiquement affectés
Logistique	<ul style="list-style-type: none"> • Blocage temporaire de certaines routes dû au déplacement des dunes 		
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • La population éprouve des difficultés à honorer les frais requis auprès des établissements sanitaires de base 	<ul style="list-style-type: none"> • L'impact de l'insécurité alimentaire commence à être ressenti au niveau de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques épidémiques accrus : diarrhées, paludisme au décours des pluies, grippe, ... • Surmortalité au sein de la population globale, notamment chez les enfants de moins de 5 ans.
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la proportion des enfants à risque de malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Malnutrition aiguë sévère et sensibilité aux maladies (IRA, paludisme et diarrhée) 	<ul style="list-style-type: none"> • Mortalité chez les enfants de moins de 5 ans à cause de la malnutrition
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Re-semis pour rattraper la campagne agricole • Légère augmentation du prix des denrées • Faible diminution de la production et diminution des stocks au niveau des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Pénurie de semences • Vente des petits ruminants à faible prix • Rallongement de la période de soudure ; pas de stocks au niveau des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Décapitalisation intense • Exode des ménages • Pénurie d'aliments
Protection	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'impact significatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Les impacts de l'insécurité alimentaire se font ressentir au sein des familles et les problèmes d'exploitation des enfants commencent à apparaître : • Diminution de la protection des 	<ul style="list-style-type: none"> • Impacts graves de la malnutrition sur l'état psychologique des enfants et des jeunes • Augmentation inquiétante du nombre des enfants en situation d'exploitation à

CRITÈRES	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)
<p>CRITÈRES</p>		<p>enfants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exploitation des enfants au travail. • Exploitation sexuelle des jeunes filles/femmes. • Risques élevés d'abus. • Risque de diminution de l'unité familiale 	<p>cause de la situation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'exploitation des enfants au travail. • Augmentation de l'exploitation sexuelle des jeunes filles, femmes. • Augmentation des risques de violences basées sur le Genre, y compris la traite de personne. • Risque d'abus sous toutes ses formes liés à la baisse d'application de la loi vis-à-vis de la protection des personnes/familles vulnérables. • Augmentation des besoins d'appui psychosociaux des personnes /familles victimes/affectées. • Déplacement des familles.

III. FONCTIONNEMENT OPERATIONNEL DU PLAN

3.1. Objectifs du plan

Le présent plan de contingence et les plans de réponses sectoriels ont été élaborés conformément à l'esprit de la Charte de l'action humanitaire qui réaffirme le droit des populations victimes de catastrophes à la protection, à l'assistance et à vivre dans la dignité¹³. Ce plan a pour but d'identifier les actions à mener :

- Dans le cadre de la préparation de la réponse : désignation des points focaux ; identification des équipes d'évaluation ; estimation des besoins et des manques (pré-positionnements, moyens de réponse) ; identification des bénéficiaires potentiels ; actions d'information et de formation pour l'atténuation des impacts, etc.
- Dans le cadre de la gestion de la réponse :
 - Organisation des premières évaluations d'urgence puis de la réponse immédiate pour restaurer des conditions de vie convenables aux populations.
 - Planification et coordination du processus de relèvement précoce qui, tout en renforçant le travail des travailleurs humanitaires (ce dès la phase d'urgence) et en établissant des bases solides pour le développement (en stabilisant la situation et en accélérant le retour à la vie normale).
- Dans le cadre de la gestion de la situation d'après-crise : continuum, suivi et évaluation de la qualité des programmes menés ; évaluations du niveau de relèvement.

3.2. Gestion de l'ensemble de la coordination

3.2.1. Arrangement à la base et coordination globale

Conformément aux textes relatifs à la gestion des risques et des catastrophes à Madagascar, le plan prévoit un mécanisme de coordination locale au niveau de chaque découpage administratif (région, district, commune et fokontany¹⁴), et qui sont présidés par les Comités Locaux de Gestion des Risques et des Catastrophes (CLGRC) et qui ont pour rôle de coordonner toutes les activités de préparation et de réponses dans leurs territoires respectifs.

La coordination opérationnelle locale se fait au niveau des districts, sous la coordination des Comités de district de GRC (CDGRC) présidé par le Chef de district. Chaque Comité Régional de GRC (CRGRC), présidé par le Chef de région, assure la coordination générale des CDGRC, la centralisation des informations et la prise des décisions majeures. Le Chef de région peut déléguer son mandat au Directeur de l'Administration Générale Territoriale (DAGT).

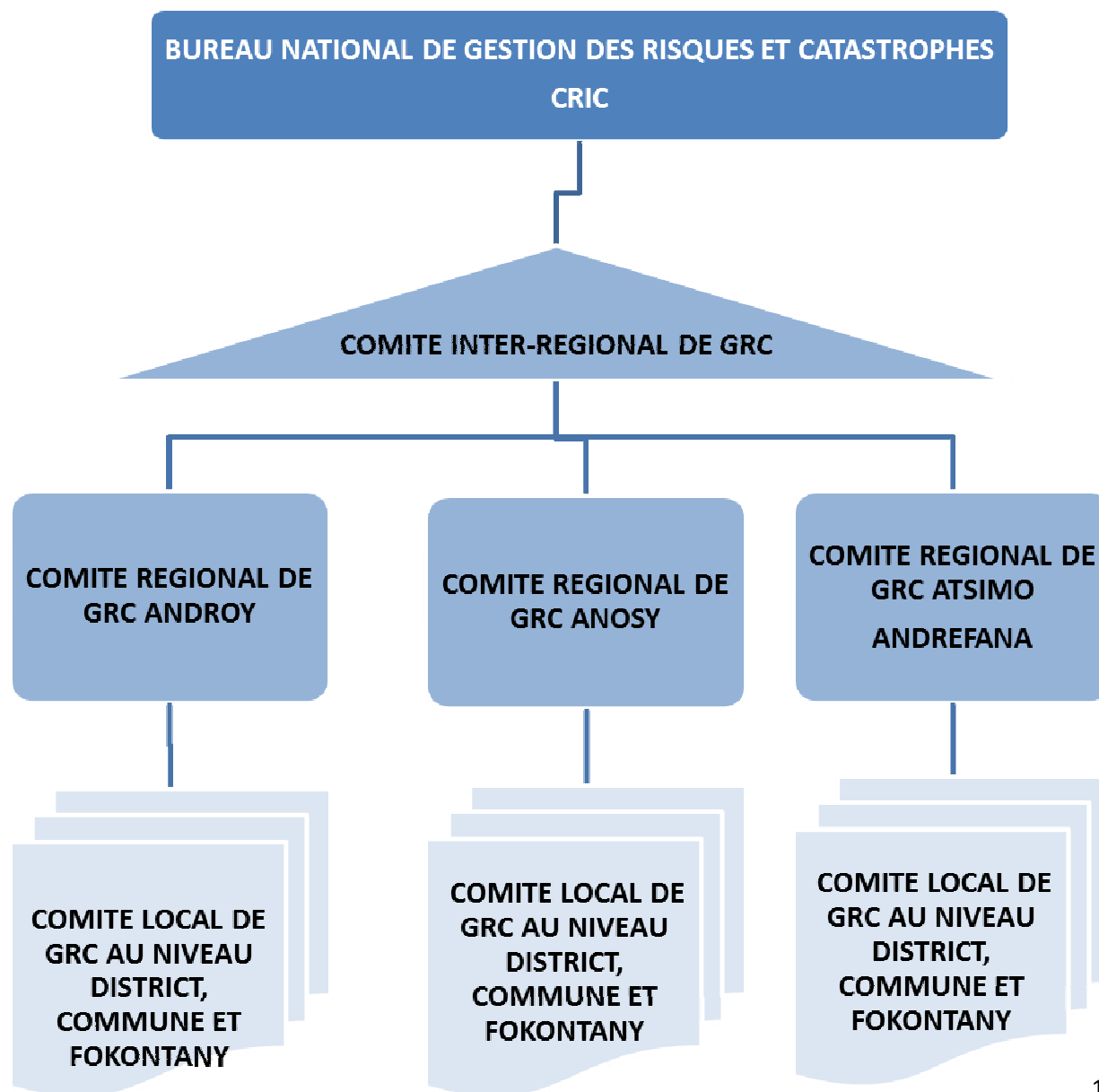
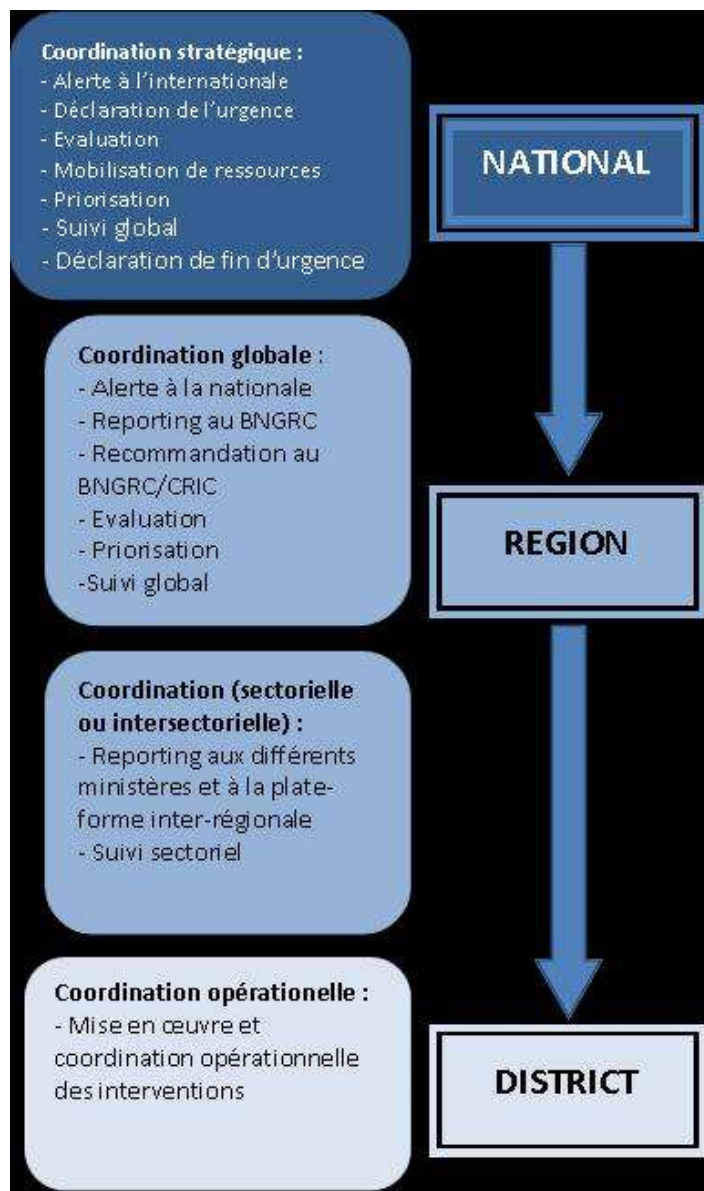
Cependant, pour se doter d'une vision globale de la situation et d'une coordination globale adéquate pour l'ensemble du Grand Sud, il est prévu de mettre en place une « Plate-forme inter-régionale de coordination pour le Grand Sud », appelé Comité Inter-régional de de Gestion de Risque et de Catastrophe ou CIRGRC. Son rôle est de rassembler tous les acteurs humanitaires présents dans le Grand Sud autour des questions relatives à la préparation et à la réponse aux urgences. Il est prévu que cette plate-forme inter-régionale soit coordonnée par une antenne permanente du BNGRC établie sur place, ou à défaut par le Président du Comité régional de GRC de la région où les acteurs humanitaires se sont regroupés.

Dans le Grand Sud, cette plate-forme inter-régionale jouera le rôle du Comité de réflexion des intervenants en catastrophe (CRIC) qui opère au niveau national. Le BNGRC assure la liaison directe de la Plate-forme inter-régionale avec le niveau national. Par contre, chaque CRGRC continue à jouer son rôle en dehors du CIRGRC et peut avoir une relation directe avec le BNGRC si la situation ne concerne que sa région.

¹³ Charte Humanitaire SPHERE, basée sur les principes et les dispositions du Droit humanitaire international, du droit international, des Droits de l'Homme, du droit relatif aux réfugiés et du « Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales (ONG) lors des opérations de secours en cas de catastrophe ».

¹⁴ Fokontany : unité administrative de base à Madagascar, correspondant à un quartier en milieu urbain et à un petit village en milieu rural.

Schéma de la structure de coordination et principales responsabilités de chaque niveau de coordination



3.3. Cadre des responsabilités sectorielles

3.3.1. Secteurs humanitaires dans le Grand sud et points focaux sectoriels

	EAU & ASSAINISSEMENT	NUTRITION	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	SANTÉ	PROTECTION	ÉDUCATION	LOGISTIQUE
DIRECTION LEAD AU SEIN DU MINISTÈRE IMPLIQUÉ	Direction régionale de l'Eau	Office régional de la Nutrition	Direction régionale du Développement rural	Direction régionale de la Santé publique	Direction régionale de la Protection et des Affaires sociales	Direction régionale de l'Éducation nationale	Direction régionale des Travaux publics
SERVICES DÉCONCENTRÉS DES MINISTÈRES/PROJETS	AES	DRSP	GENIE RURAL	ORN	Chef de District	CISCO	FID
	FID	SSD	ORN		Maires	ZAP	CPC
	ORN		PSDR (MinAgri)			FID	
	DRS		FID (Primature)				
CLUSTER LEAD	UNICEF	UNICEF	FAO/PAM	OMS (pas de présence)	CRS	UNICEF	PAM
MEMBRES IDENTIFIÉS DE L'ÉQUIPE HUMANITAIRE/ PAYS	CRM	CARE International	ACF	UNICEF	UNFPA	ADRA	CARE International
	CRS	ADRA	ADRA	UNFPA	CRM	AIDE ET ACTION	
	CARE International	CRS	CRS	CRM	UNICEF		
	SIF	ACF	CARE International	ADRA			
	Land O'Lake	SALOH	SIF	CRS			
	ACF	Land O'Lake	CARITAS	SALOH			
			SALOH	Land O'Lake			
ASSOCIATIONS, ONG NATIONALES, SOCIÉTÉ CIVILE, SECTEUR PRIVÉ			AVSF	MSF			
			Land O'Lake				QMM
	SAF FJKM		ASOS				
	SAHI		GRET				
	TARATRA		WWF				
	SOMONTSOY		SAF FJKM				
	KIOMBA		TANY MAITSO				
	FIFARAFIA		FAFAFI				
	TAMAFI		CG 27				
	ASOS		HH				
	RADIO Rondroho		CDD				
	RADIO cactus		CSA				
			MADR				
			MANAO				
		SATRAHA					
		AGEX ECAR					
		AZAFADY					

PLAN NATIONAL DE CONTINGENCE – Insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand sud 2013-15

SECTEUR/CLUSTER	EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	ÉDUCATION	HABITAT	LOGISTIQUE	NUTRITION	PROTECTION	SANTÉ	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
MINISTÈRE LEAD AU NIVEAU DU GRAND SUD	Dir Eau (Direction régionale de l'Eau)	DREN (Direction régionale de l'Éducation nationale)	CRM (Croix-Rouge Malagasy)	DirTP (Direction régionale des Travaux publics) DirT (Direction régionale du Transport)	ORN (Office régional de la Nutrition)	DirPAS (Direction régionale de la Protection et des Affaires sociales)	DRSP (Direction régionale de la Santé publique)	DRDR (Direction régionale du Développement rural)
RÉGION DE L'ANOSY	Point focal	ANDRIATSIFOLAHINA Philippe Théodoret	DONAHA	RANDRIANARIJAON A Lucien	TOVOHERY Aly Ascar	RAHARSON Serge	Dr BARIMANJATO Michel	RAKOTOARISATA Andriambololona
	Tél.	033 24 638 35 theodoret@doudou@yahoo.fr	034 45 190 27	034 14 221 90	034 05 120 22	032 07 980 51 033 71 229 01	033 28 031 88	034 05 610 83
	E-mail			crm.anosy@gmail.com	orn_anosy@yahoo.fr	raharsonserge@yahoo.fr	Drspfrpanosy@yahoo.fr	drdranosy@moov.mg
RÉGION DE L'ANDROY	Point focal		BARIAHO Mananjoro		RANDRIANJATOVO Yves Christian	MONJA Manantsoa Armi	Dr MAHAVORY Jean Noël	REHOZOE RAFANOMEZANTSOA
	Tél.		033 71 603 65		034 05 241 04	034 80 883 67 033 09 196 60		034 05 610 82
	E-mail				onn-androy@yahoo.fr	Armi.monja@gmail.com	drsandroyabv@yahoo.fr	rehozoe@yahoo.fr
RÉGION DE L'ATSIMO ANDREFANA	Point focal	RAKOTOVELO Jux	NAHORY	Yvette	SANA Gosinary	RAKOTOHARO Tiaray	Dr RAYMOND Daniel	EDALY
	Tél.	033 15 692 42 034 05 692 42	034 08 529 71	034 14 222 94	034 02 111 39	032 04 536 37 033 02 026 51	033 06 634 06	032 04 909 88 033 14 311 99
	E-mail	juxsolinski@yahoo.com			ornatmandref@moov.mg	tiarayeugenieannicka@yahoo.fr	drs.atsimoandrefana@unfpa.org	edaly@freenet.mg
CLUSTER LEAD	UNICEF	UNICEF	CRM	PAM	UNICEF	CRS	OMS	PAM/FAO
AU NIVEAU DU GRAND SUD	Point focal	RAZAFIMAHATRATRA Rova			Enrique ALVAREZ (PAM)	NOURIA Nirina		<ul style="list-style-type: none"> Enrique ALVAREZ (PAM) RAKOTONDRAMANANA Hery (FAO)
	Tél.	032 23 427 46			033 15 434 11	032 23 426 76 033 23 426 76		<ul style="list-style-type: none"> 033 15 434 11 (Alvarez) 032 05 564 20 (Rakotondramanana)
	E-mail	rrazafimahatratra@unicef.org			Enrique.Alvarez@wfp.org	nnirina@unicef.org		<ul style="list-style-type: none"> Enrique.Alvarez@wfp.org bdemmy@gmail.com
AU NIVEAU NATIONAL	Point focal	RAJAONALISON Sitraka	RANDIMBIARISON N Jacky	ANDRIANARIVELO Mika	Paola CORRADO	Amal BENNAIM	Dr RAKOTONDRAIBE Hilda	Dr RAKOTONJANABELO Arthur
	Tél.	032 23 427 43	032 23 426 60	034 14 221 54	032 07 137 40	032 23 426 26	034 05 157 08	033 75 303 15
	E-mail	sdrjaonalison@unicef.org	jrandimbiarison@unicef.org	grc@crmada.org	Paola.corrado@wfp.org	abennaim@unicef.org	hilda.rakotondraibe@crs.org	rakotonl@mg.afro.who.int
								<ul style="list-style-type: none"> Louis.muhigirwa@fao.org Arisoa.raharinjatovo@wfp.org

3.3.2. Objectifs opérationnels des secteurs

Groupe sectoriel	Objectifs opérationnels
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Eviter une détérioration du statut nutritionnel de la population touchée par la sécheresse • Mettre en place ou renforcer les services de dépistage et de prise en charge de la malnutrition aigüe • Etablir, à travers des enquêtes quantitatives, l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans • Organiser et mettre en œuvre la distribution d'aliments (farine) enrichis pour les femmes enceintes et allaitantes et les enfants en état de malnutrition modérée • Equiper les centres de santé en personnel formé, en aliments thérapeutiques et en médicaments pour la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère
Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaire les besoins en eau potable de la population touchée • Approvisionner en eau en quantité suffisante pour satisfaire les besoins en hygiène et assainissement de la population touchée • Faciliter l'élimination sans risques des excréments et déchets solides • Assurer de meilleures conditions d'hygiène à la population touchée
Sécurité alimentaire et moyen de subsistance	<ul style="list-style-type: none"> • Relancer les activités agricoles suite à l'aléa (<i>élevage, pisciculture, infrastructures agricoles, équipement et outillages, cultures de bas-fonds</i>) et réhabiliter les circuits d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rétablir les réseaux des aménagements hydro-agricoles en priorisant les réseaux traditionnels endommagés (<i>barrages et canaux en terre, siphons en bois, etc.</i>) ✓ Rétablir les principales pistes rurales d'approvisionnement des marchés pour la reprise des circuits des produits agricoles, essentiellement de rente (<i>litchi, banane, vanille, poivre et café</i>) ✓ Rétablir les capacités matérielles de production pour la saison suivante (<i>semences, intrants, petit matériels agricoles</i>) ✓ Rétablir les étangs de pisciculture ; Assurer la disponibilité d'alevins et d'équipements de pêche ✓ Rétablir le cheptel de base (<i>ovins, caprins, bovins, porcins</i>) et celui du petit élevage (<i>volailles, petits mammifères, apiculture</i>) ✓ Faire une enquête sur la production agricole et un diagnostic sur la sécurité alimentaire afin de prévoir une éventuelle crise ou difficulté alimentaire dans les prochains mois ✓ Surveiller la sécurité alimentaire à travers une évaluation rapide initiale de la sécurité alimentaire. ✓ Répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages qui ont perdu leurs moyens d'accès à la nourriture
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer les soins d'urgence pour les personnes vulnérables • Orienter les stratégies d'intervention sur la base des évaluations et du suivi de la situation sanitaire selon les différentes étapes de la crise humanitaire • Assurer la surveillance, la prévention et la riposte aux maladies à potentiel épidémique et aux autres risques sanitaires majeurs en situation d'urgence dans les zones touchées • Assurer la disponibilité et l'accès gratuit aux services sanitaires essentiels aux populations touchées en portant une attention particulière aux groupes vulnérables et aux personnes à risques : soins de santé primaire, santé de la reproduction (MISP), maladies chroniques et santé mentale. • Etablir une structure de coordination efficace des intervenants en matière de santé pour permettre une action coordonnée et efficiente vers les priorités et les besoins identifiés • Assurer la coordination avec les autres groupes sectoriels (WASH, Nutrition, Logistique, Protection...)
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre disponible les premières informations sur les dégâts • Opérationnaliser le dispositif pour la pédagogie d'urgence

Groupe sectoriel	Objectifs opérationnels
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Accompagnement des élèves en déplacement ou accueillis dans les familles</i> ✓ <i>Avec le soutien des partenaires « Protection », assurer le suivi psycho-social des élèves en difficulté, dont ceux qui ne reviendraient pas spontanément dans les centres d'enseignement</i> ✓ <i>Assurer un suivi des examens qui étaient prévus pendant la période d'urgence et assurer une continuité pour les élèves touchés (transport, etc...)</i> • Assurer la disponibilité de kits scolaires d'urgence : kits scolaires et kits récréatifs pour l'amélioration des conditions de travail des enfants • Assurer la disponibilité des données statistiques de l'évaluation approfondie au plus tard un mois et demi après la catastrophe, y compris celles sur le nombre de non-retour des élèves et / ou des enseignants • Procéder à la préparation psycho-sociale pour le retour à la vie scolaire • Poursuivre le renforcement des capacités en réduction des risques de catastrophe des acteurs de l'éducation au niveau déconcentré : enseignants, chefs ZAP, Equipe Cisco et DREN • Faire le suivi et l'évaluation des activités réalisées
Logistique	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter le soutien et appui nécessaires pour que toutes les opérations d'évaluation et de secours d'urgence puissent optimiser l'utilisation de tous les moyens logistiques possibles. ✓ <i>Coordination et partage d'informations sur l'aspect logistique</i> ✓ <i>Mobilisation des ressources ou appui externe au cas où le groupe sectoriel « Logistique » est activé pleinement</i> ✓ <i>Inventorier et actualiser un maximum d'offres commerciales en matière de logistique, selon la disponibilité et les capacités de prestation des soumissionnaires d'offres</i> ✓ <i>Mettre à la disposition de tous les autres secteurs les informations les plus actualisées possibles sur les offres existantes</i> ✓ <i>Participer aux évaluations post-catastrophes</i> ✓ <i>Appuyer et faciliter l'acheminement des moyens humains et matériels sur le terrain en temps opportun, en qualité et quantité optimales, au meilleur coût, et au bon endroit avec le minimum de risques possible. (procédure de dédouanement,...)</i>
Protection	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la protection contre la discrimination, la négligence, l'exploitation, la violence et les abus commis sur les groupes les plus vulnérables touchés par la crise humanitaire • Mettre en place un système opérationnel de « protection » des populations touchées, dont les victimes de violences et d'abus, par une prise en charge respectueuse des normes humanitaires • S'assurer que les besoins de protection spécifiques aux personnes et groupes les plus vulnérables soient pris en compte avant, pendant et après les catastrophes • S'assurer que toutes les populations touchées, particulièrement les femmes, les enfants et les plus vulnérables, bénéficient d'une protection et assistance adéquates et gérés dans le respect des normes internationales • Surveiller, identifier, documenter, traiter et dénoncer les abus et violations des droits humains, particulièrement ceux commis sur les groupes les plus vulnérables aux impacts des crises et des catastrophes

3. 4. Système d’alerte, indicateurs d’alerte, seuils de déclenchement, évaluations et suivi des réponses

3.4.1. Système d’alerte précoce (SAP)

La mise en œuvre de ce plan de contingence nécessite la mise en place d’un système de suivi des indicateurs d’alerte sur sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des ménages et le suivi de la survenance des chocs. Ce suivi est généralement effectué à travers un système d’alerte précoce qui collecte régulièrement des informations et des données sur les indicateurs consensuellement retenus (*voir chapitre 3.4.2.*).

La mission du Système d’alerte précoce se résume comme suit :

1. il détecte les anomalies liées aux indicateurs, comme les hausses vertigineuses et anormales des prix des denrées, les baisses drastiques des stocks qui peuvent alerter sur les causes émergentes d’insécurité alimentaire ;
2. il utilise des moyens modernes appropriés de collecte tels que les GIS (Geographical information System), les images satellitaires et les données météorologiques pour suivre l’évolution de la pluviométrie, de la biomasse et de la situation hydrologique qui concourent aux alertes sur les aléas naturels tels que la sécheresse, l’invasion acridienne ;
3. il permet de procéder à des prévisions sur l’avènement des chocs et des prévisions de 3 à 6 mois sur les éventuelles évolutions de la situation alimentaire des ménages ; ainsi les périodes particulièrement difficiles de soudure peuvent être annoncées d’avance et des mesures préventives prises, pour amoindrir les effets sur les ménages.
4. Lorsque le choc se manifeste, tel que l’avènement d’une sécheresse, la collecte et l’analyse des données sur des indicateurs permettent de suivre l’évolution du choc et préparer des réponses. Les systèmes d’alerte précoce contribuent et facilitent les évaluations rapides et approfondies qui clarifient l’état de la situation.

Ce sont donc les informations et données collectées régulièrement par les systèmes d’alerte précoce, qui permettent d’évaluer l’ampleur des chocs et leurs effets sur les sources de nourriture, de revenus et de dépenses des ménages ; par ce sens, ils aident à la prise de décision telle que la déclaration de début d’une urgence, les types d’appui à apporter et la déclaration de la fin d’une urgence.

A Madagascar, aucun système consensuel d’alerte précoce n’est opérationnel à ce jour. Lors de l’atelier de validation de ce plan de contingence, il a été convenu qu’il est nécessaire de mettre en place d’un vrai SAP et un comité restreint a été créé pour continuer les réflexions antérieures dans ce sens. En attendant, un SAP intermédiaire sera opérationnalisé sous la houlette du BNGRC et dont le fonctionnement se fera de la manière suivante :

1. Sur la base sept indicateurs principaux et des quinze indicateurs secondaires identifiés (page 28 et 29), dont la plupart sont déjà collectés à travers différents mécanismes, le BNGRC assure l’harmonisation de la méthodologie de collecte et la centralisation au CERVO.
2. Une rencontre régulière, de préférence mensuelle, sera convoquée par le BNGRC pour une analyse conjointe de la situation dans le Grand sud et ainsi pour détecter précocement une anomalie.

3.4.2. Association d'indicateurs d'

Parmi les 23 indicateurs d'alerte identifiés, sept indicateurs (voir page 25) ont été choisis pour constituer un système d'urgence qui selon les seuils correspondants

Le futur système d'alerte sur place permettra de calculer les valeurs de ces sept indicateurs et de justifier les justifications de ces sept indicateurs

- Leurs liens étroits et les impacts des indicateurs
 - ✓ Le manque de produits alimentaires dans le Grand sud
 - ✓ Le premier impact des cultures, ce qui affecte les produits (**indicateur**)
 - ✓ Les stocks des ménages alimentaires augmentent (manioc, chèvre, riz) et s'épuisent (**indicateur**)
 - ✓ En conséquence, les prix pourraient augmenter
 - ✓ Et les ménages pourraient faire des dépenses liées à la situation
- Les sept indicateurs sont
- Les sept indicateurs sont d'information déjà en

En plus des sept principaux indicateurs (voir page 26) a été aussi identifiée, et sont les données relatives à ces indicateurs afin de constituer une situation d'urgence dans le Grand sud

Sept principaux indicateurs d'alerte à une situation d'urgence dans le Grand sud de Madagascar

Secteurs	Indicateurs d'alerte	Existence de collecte	Seuils de déclenchement du plan			Source	Période critique de collecte	Fréquence de collecte
			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3			
Sécurité alimentaire	1. Pourcentage de précipitations comparées à la moyenne sur 30 ans (octobre à mars)	Oui	75 à 100%	50 à 100%	25 à 75%	Service local de la Météorologie CNA	Octobre à mars	Journalière
	2. Taux moyen d'augmentation annuelle du prix sur les marchés :						Février et mars	Hebdomadaire
	Riz local/importé (kpk)	Oui/Non	<15%	15%-25%	>25%	ODR ou autre système d'information à mettre en place	Février et mars	Hebdomadaire
	Mais pille /grain (kpk)	Oui/Non	<25%	25% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire
	Manioc sec/frais (kg)	Oui/Non	<30%	30% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire
3. Taux moyen de diminution annuelle du prix de chèvre (kg) et du mouton (kg) – chèvre/mouton moyenne	Oui/Non	<20%	20% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire	
Wash	4. Taux moyen d'augmentation annuelle du prix du seau d'eau sur les marchés informels	Oui	>40%	1>150%	>400%	Source informelle mais fournie par AES	Octobre à mars	Mensuelle
	5. Diminution anormale de la production d'eau	Oui	25%-40%	40-60%	>60%	AES et JIRAMA	Saison sèche	Journalière
Nutrition	6. Variation brusque du nombre d'admissions dans les CRENAS/CRENI	Oui	<50%	50 – 100%	>100%	CRENAS CRENI	Janvier à décembre	Hebdomadaire
Santé	7. Taux d'ordonnance servi (ordonnance honorée par le patient)	Oui	>75%	50-75%	<50%	Rapport de routine auprès des centres de santé	Janvier à décembre	Mensuelle

Une quinzaine d'indicateurs d'alerte additionnels de déclenchement d'une situation d'urgence

Secteurs	Indicateurs d'alerte	Existence de collecte	Seuils de déclenchement du plan			Source	Période critique de collecte	Fréquence de collecte
			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3			
Sécurité alimentaire	8. Fréquence de consommation des aliments de disette comme repas	Non	1fois/jour	2 fois/jour	3fois/jour	Investigation initiale ou enquête rapide	Sur période courte	Mensuelle
	9. Nombre de jour dans la semaine dépourvu de diner pour les adultes	Non	1-2jours	3jours	>3jours	Investigation initiale ou enquête rapide	Screening de routine	
	10. Pourcentage de diminution des rendements agricoles de la production principale par rapport à la période normale	Non	<20%	20% - 50%	>50%	Investigation initiale ou enquête rapide	Fin de campagne agricole	Annuelle
	11. % superficie ravagée par d'autres aléas et prédateurs (cultures vivrières)	Oui	<20%	20-50%	>50%	CNA / DRDR	Pendant 12 mois	Décade
	12. Durée moyenne de stock des aliments au niveau des ménages (patate douce, etc)	Non	2-3mois	1-2mois	<1 mois	Evaluation : Investigation initiale	Période de récolte	Mensuelle
Wash	13. Nombre de puits et de points d'eau taris	Non	30%-60%	60-90%	>90%	DirEau (Maires)	Période sèche	Mensuelle
	14. Longueur moyenne du lit des rivières endoréiques qui n'a pas d'eau par rapport au point de puisage habituel	Non	5-10km	10-20km	>20km	Investigation initiale ou enquête rapide	Période sèche	
Nutrition	15. Taux de malnutrition aiguë (poids ; taille pour SMART) et Screening périmètre brachiale)	Oui	< 5% acceptable;	5 – 9% pauvre;	10 – 14 sérieuse ≥15 critique	Enquête SMART Screening de routine		Ponctuelle
Protection	16. Taux de mobilité moyen par commune du chef de ménage pour des raisons économiques		<25%	25-50%	>50%	Réseau de protection de l'enfant (commune)		
	17. Nombre de signalement de violence, abus et exploitation à l'encontre des enfants et des femmes		<5 cas/commune/mois	5-10 cas/commune/mois	>10 cas/commune/mois			
	18. % des hommes migrants	Non	< 100/ commune	100<nb<300	Nb>300			
Santé	19. Taux de fréquentation des consultations externes (RMA)	Oui	20-30%	10-20%	<10%	Rapport de routine CSB		Mensuelle
	20. TMM5	Oui	1,5-2/10000/jour	2-4/10000/jour	>4/10000/jour	Rapport de routine CSB / Rapport mensuel ASC		Mensuelle ; hebdomadaire en cas d'épidémie
Education	21 Nombre d'élèves inscrits au début de l'année scolaire	Oui		>70%	<60%	Dir école, ZAP, CISCO	Octobre en décembre	
	22. Taux de fréquentation scolaire	Oui	>60%	40%-60%	<40%	Dir école, ZAP, CISCO	Décembre à février	Mensuelle

3.4.3. Procédure de déclenchement du plan

L'occurrence d'un scénario est liée à l'atteinte des seuils des sept indicateurs principaux. Cependant, dans la pratique, il est rare d'atteindre tous les seuils en même temps, certains seuils peuvent être atteints bien avant d'autres, même à l'intérieur d'un même scénario.

Les principes de déclenchement se font en suivant les étapes suivantes :

1. A défaut du Comité Inter-régional de GRC, le BNGRC assure la centralisation et le suivi mensuel des différentes données collectées dans l'ensemble du Grand sud, pour calculer les valeurs des indicateurs d'alerte (*voir Tableau. Indicateurs et seuils de déclenchement, pages 25 et 26*).
2. Parallèlement sur le terrain, Chaque Président du CRGRC, appuyé par les Chefs des clusters, fait le même travail mais pour la région qui le concerne
3. Le(s) Chef(s) de fil de(s) groupe(s) sectoriels(s) concerné(s) ou le système d'alerte en place demande la convocation d'une réunion du CRGRC de la région concernée si l'alerte ne concerne qu'une seule région ou du CIRGRC si l'alerte concerne plus d'une région, pour présenter la situation.
4. La CIRGRC recommande au BNGRC la déclaration officielle de l'atteinte d'un scénario et recommande au Premier Ministre la déclaration d'une situation d'urgence dans le Grand sud.
5. Le BNGRC, après consultation avec les acteurs nationaux et une évaluation initiale (*voir tableau du processus des évaluations dans la page 28*), fait la déclaration officielle de la crise et le scénario correspondant
6. Selon le niveau du scénario, le plan de contingence est activé partiellement ou totalement. Une activation partielle signifie une activation du nombre de secteur limité et une activation totale signifie l'activation intégrale de tous les secteurs.
7. Une fois le plan activé, la première activité conjointe consiste à conduire une évaluation conjointe des besoins réels, à travers une évaluation rapide multisectorielle et éventuellement une enquête SMART en fonction des recommandations de l'évaluation initiale
8. A l'issue de ces différentes évaluations, le BNGRC pourra demander l'appel à l'aide internationale si la capacité du CIRGRC et celle du CRIC sont dépassées.
9. Les secteurs concernés activent en même temps leurs plans sectoriels en réalisant les activités prévues dans leurs plans respectifs.

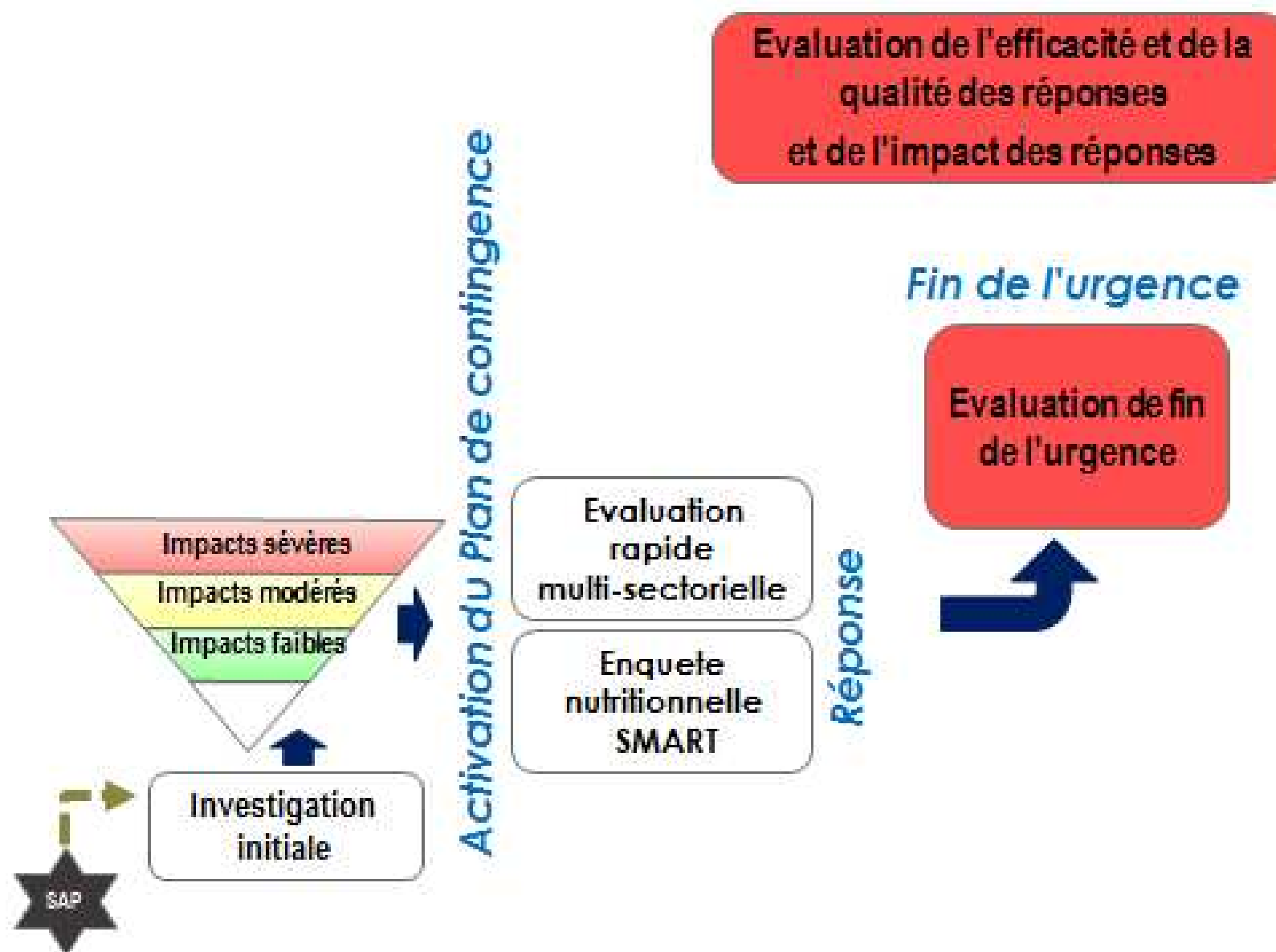
3.4.4. Déclaration de la fin d'une situation d'urgence

La déclaration officielle de la fin de l'urgence se fera de la manière suivante :

10. Une évaluation de la qualité et des impacts des réponses est menée et cela montre que les indicateurs ont retrouvé leurs valeurs normales d'avant crise
11. Les conclusions de l'évaluation/enquête sont restituées et discutées avec le CIRGRC
12. Le CIRGRC recommande la déclaration de la fin de l'urgence
13. Le Premier Ministre, sur recommandation du BNGRC, déclare officiellement la fin de l'urgence.

3.4.5. Différents types d'évaluations

TYPE D'EVALUATION	OBJECTIF	DEMARRAGE PAR RAPPORT A L'URGENCE	DURÉE PROBABLE	QUI LEAD ET PARTICIPE	APPROCHE ET OUTILS UTILISÉS
INVESTIGATION INITIALE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Confirmer l'alerte lancée par le système d'alerte ou les systèmes d'information sur place 2. Sur la base des sept indicateurs d'alerte (page 25) et des niveaux des seuils identifiés, déterminer le scénario correspondant à la situation 3. Permettre de décider si une évaluation rapide multisectorielle et/ou une enquête nutritionnelle est nécessaire 	Avant la déclaration de l'urgence	< 1 semaine	BNGRC lead CONJOINTE : entre techniciens sur le terrain et appuyés par les techniciens nationaux	Fiche d'évaluation initiale (à développer)
ÉVALUATION RAPIDE MULTI-SECTORIELLE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quantifier les dégâts (bilan chiffré mais provisoire) et les besoins urgents pour sauver des vies 2. Orienter les évaluations devant être menées par les différents secteurs 3. Identifier les besoins d'urgence pour permettre de produire un Flash Appeal et/ou, en cas de besoin, un CERF 	<p>A conduire si la situation est jugée grave et nécessite une mobilisation globale de ressources</p> <p>Applicable aux scénarios 2 et 3</p>	A définir au moment de l'élaboration de la fiche d'évaluation	BNGRC lead CONJOINTE : entre techniciens sur le terrain et appuyés par les techniciens nationaux	<p>Enquête au niveau de la communauté, focus group et ménages</p> <p>Fiche conjointe d'évaluation rapide multisectorielle (à développer)</p>
ENQUÊTE NUTRITIONNELLE S.M.A.R.T.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Evaluer la situation nutritionnelle des enfants moins de 5ans 2. Confirmer le niveau de scénario 3. Estimer les besoins d'intervention nutritionnelle 	Peut être menée conjointement ou pas avec l'évaluation rapide multisectorielle	Dépend de l'étendu de la zone concernée	MinSan/ONN lead Inter-sectorielle (Nutrition et santé)	<p>Enquête par échantillonnage</p> <p>Fiche SMART</p>
EVALUATION DE LA FIN DE L'URGENCE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Permettre de déclarer ou de se préparer à la fin de l'urgence 	Au moment où la situation est jugée atténuée		BNGRC lead CONJOINTE	Fiche conjointe d'évaluation (à développer)
ÉVALUATION DE LA QUALITÉ ET DES IMPACTS DES RÉPONSES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluer l'efficacité et la qualité des réponses 2. Tirer des leçons apprises pour les prochaines urgences 	Dépend de l'exercice (ne nécessite pas forcément d'attendre la fin de la réponse)		Peut être leader par un Consultant externe	



3.4.6. Suivi des réponses et gestion de l'information

Un mécanisme de suivi de réponse sera mis en place et sera géré par un serveur accessible en ligne. Le système s'appelle « Activity Info » et est accessible à tous les acteurs humanitaires à différents niveaux.

Les indicateurs listés dans l'annexe 3h qui ont été proposés par les secteurs humanitaires seront suivis à travers ce système. Les différentes réunions de coordination et de suivi, aussi bien au niveau national qu'au niveau du Grand sud utiliseront les différentes valeurs de ces indicateurs pour prendre des décisions.

En matière de gestion de l'information, les types d'outils suivants seront produits pendant un cycle d'une situation d'urgence dans le Grand sud.

Type de produits	Période de production	Fréquence de publication	Responsable
Cartographie des pré-positionnements	Avant la crise	Une fois	BNGRC
Cartographie des capacités de réponse existantes dans le Grand sud	Avant la crise	Une fois	BNGRC
Cartographie de la présence des acteurs	Avant la crise	Une fois	BNGRC
Cartographie de l'alerte : situation des différentes communes	Au moment de l'alerte	Une fois	CIRGRC/BNGRC
Cartes 3W des réponses	Période de réponse	Mensuelle	CIRGRC/BNGRC
Rapports de situation	A partir de l'alerte jusqu'à la fin de la réponse	Mensuelle	BNGRC
Contacts de tous les acteurs pendant les réponses	Période de réponse	Mensuelle	CIRGRC/BNGRC
Rapports des évaluations	Après chaque évaluation		BNGRC/Clusters
Communiqués de presse	Au moment de l'alerte Période de réponse A la fin de l'urgence		BNGRC

Des manuels de procédures seront encore à développer pour décrire le processus à suivre pour l'élaboration de ces outils de gestion de l'information.

3.5. Réponses sectorielles

3.5.1. Activités sectorielles clés

SECTEURS	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE
COORDINATION ET GESTION DE L'INFORMATION	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier des indicateurs et publication des bulletins • Renforcer la coordination inter-clusters et l'approche cluster avec d'autres mécanismes de coordination et les structures gouvernementales pour assurer une utilisation efficace et efficiente des ressources et une approche stratégique commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier des indicateurs • Activation partielle du Plan de contingence • Faciliter la coordination des acteurs humanitaires pour assurer la prestation appropriée, adéquate et opportune de l'aide humanitaire aux populations les plus touchées; • Renforcer la coordination inter-clusters et l'approche cluster avec d'autres mécanismes de coordination et les structures gouvernementales pour assurer une utilisation efficace et efficiente des ressources et une approche stratégique commune. 	<ul style="list-style-type: none"> • Activation intégrale du Plan • Appel à l'aide internationale • Faciliter la coordination des acteurs humanitaires pour assurer la prestation appropriée, adéquate et opportune de l'aide humanitaire aux populations les plus touchées; • Renforcer la coordination inter-clusters et l'approche cluster avec d'autres mécanismes de coordination et les structures gouvernementales pour assurer une utilisation efficace et efficiente des ressources et une approche stratégique commune.
WASH	<ul style="list-style-type: none"> • Outils d'évaluation • Matériels et équipements de transport d'eau • Approvisionnement très modéré en eau (15 litres par jour) • IEC sur la promotion à l'hygiène et la prévention des maladies d'origine hydrique (outils, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Outils d'évaluation • Matériels et équipements de transport d'eau • Approvisionnement localisée en eau (15 litres par jour) • IEC sur la promotion à l'hygiène et la prévention des maladies d'origine hydrique (outils, etc.) • Construction de nouveaux points d'eau, de préférence forage équipé 	<ul style="list-style-type: none"> • Outils d'évaluation • Matériels et équipements de transport d'eau • Approvisionnement généralisée en eau (15 litres par jour) • IEC sur promotion à l'hygiène et sur la prévention des maladies d'origine hydrique (outils, etc.) • Construction des nouveaux points d'eau de préférence forage équipé
ÉDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte plus régulière de données à travers la structure de l'éducation : évolution de la fréquentation scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte plus régulière de données à travers la structure de l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte plus régulière de données à travers la structure de l'éducation

PLAN NATIONAL DE CONTINGENCE – Insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand sud 2013-15

SECTEURS	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des responsables de l'éducation au niveau des ZAP et des CISCO pour la coordination et la gestion de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre plus fonctionnel le suivi de l'état de santé des élèves (santé scolaire, collaboration avec les secteurs Santé et WASH) • Possible mise en place de cantines scolaires localisées 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de cantines scolaire au niveau des écoles concernées
LOGISTIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des informations logistiques clés 		
	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de la capacité logistique sur place, notamment : l'état des routes et des ports ; les capacités disponibles en matière de transport ; les capacités disponibles en matière d'entreposage (entrepôts/points de stockage) ; la disponibilité de carburants ; etc. • Inventaire des moyens de transport disponibles au moment de la crise (charrettes, à dos d'homme, etc.) • Identification des possibilités d'achat de vivres (dans la localité et dans les zones limitrophes) 		
SANTÉ	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation initiale rapide (multisectorielle) ; • Suivi continu de la situation sanitaire ; • Activation du fonds d'équité (sensibilisation à une meilleure utilisation du fonds) ; • Renforcement de la surveillance hebdomadaire des maladies à potentiel épidémique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation sanitaire approfondie ; • Renforcement du fonds d'équité par des kits médicaux d'urgence au niveau des formations sanitaires ; • Prise en charge gratuite des cas chez les groupes vulnérables (enfants de moins de 5a et femmes enceintes) pendant une période déterminée (6 mois) • Mise en œuvre de stratégies mobile et avancée ; • Renforcement du PEV ; • Système d'alerte et de riposte rapide aux épidémies 	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension temporaire du système de recouvrement des coûts dans les CSB ; • Stratégies mobile et avancée ; • Renforcement de la santé communautaire ; • Renforcement du PEV ; • Système d'alerte et de riposte épidémique.
NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation sociale (conscientisation, sensibilisation) sur l'ANJE selon l'approche Cycle de vie 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclenchement d'une enquête ponctuelle (SMART) • Vérification de la disponibilité d'intrants et de matériels sur les différents sites 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclenchement de l'urgence • Mobilisation sociale (conscientisation, sensibilisation) sur l'ANJE selon l'approche Cycle de vie

PLAN NATIONAL DE CONTINGENCE – Insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand sud 2013-15

SECTEURS	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE
		<ul style="list-style-type: none"> • Dépistage actif de la malnutrition • Renforcement de la prise en charge (structures de santé et structures communautaires, ressources humaines, stratégies avancées, mobiles et fixes) • Distributions de vivres • Réhabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépistage actif de la malnutrition • Renforcement de la prise en charge (structures de santé et structures communautaires, ressources humaines, stratégies avancées, mobiles et fixes) • Distributions de vivres • Réhabilitation
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accès aux semences (si possible en utilisant les structures déjà en place) • Améliorer l'accès aux produits phytosanitaires • Développer les cultures à cycle court (faciliter l'accès aux semences) • Améliorer les conditions de stockage (pré-positionnement) • Faciliter l'accès aux produits permettant d'améliorer l'état sanitaire du bétail • Favoriser l'accès aux petits matériels (charrues, pompes à pédale) 	<p>En plus des activités prévues pour le Scénario 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès aux semences des cultures à cycle long • Distribuer des vivres sous forme de « vivres contre travail » s'il y a pénurie sur les marchés ou « argent contre travail » si les marchés sont approvisionnés (exemples de VCT utile à la sécurité alimentaire : mise en place de brise-vents, de bandes anti-érosions, etc.) ou s'il y a dégradation des sources de revenu des familles vulnérables ou à risques d'insécurité alimentaire. 	<p>En plus des activités prévues pour le Scénario 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribuer gratuitement de la nourriture et des semences aux bénéficiaires ciblés • Pré-positionner des semences
PROTECTION	<ul style="list-style-type: none"> • Mener une évaluation initiale et une évaluation rapide (multisectorielle) • Mise à jour des listes des centres sociaux, des réseaux de protection, des cliniques juridiques et autres structures locales pouvant offrir des prises en charge psychosociales. • Saisir le mécanisme d'identification, et de suivi des victimes d'abus et d'exploitations. • Renforcer la sensibilisation des autres secteurs/clusters sur les principes de protection. 	<p>En plus des activités prévues pour le scénario 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dénonciation et traitement des cas de violence, exploitation et abus • Identification, réunification familiale des enfants séparés de leur famille, séparation due à la situation d'insécurité alimentaire • Sensibiliser la population locale sur la protection de la famille (surtout les enfants, les jeunes filles), les structures qui donne des 	<p>En plus des activités dans le scénario 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi de l'application, par d'autres secteurs/clusters, des principes de Protection dans leurs interventions. • Sensibilisation de la population locale sur la protection les structures qui donne des prises en charge psychosociale. • Action de plaidoyer sur l'application de loi protégeant la population locale sur toutes formes d'abus et exploitations (en particulier

PLAN NATIONAL DE CONTINGENCE – *Insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand sud 2013-15*

SECTEURS	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE
	<ul style="list-style-type: none"> • Partager le checklist de suivi d'application des principes de Protection pour les autres secteurs / clusters • Dispatcher les supports IEC pour soutenir les actions de support psychosociale. • Assurer que le mécanisme de coordination sur la protection des enfants durant les situations d'insécurité alimentaire soit bien en place et fonctionnel • Collecte plus soutenue et régulière des données à travers les bases communautaires et institutionnelles des RPE pour la surveillance des problématiques de protection des enfants due à l'insécurité alimentaire • Renforcement des mécanismes clés de prévention et de protection déjà en place particulièrement pour les enfants en groupes d'enfants vulnérables. 	<p>prises en charge psychosociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification, et suivi des victimes d'abus et d'exploitations • Donner des assistances psychosociales aux familles affectées, enfants, jeunes filles et femmes victimes d'abus et exploitations. • Renforcer la coordination locale des réponses. • Organiser une réunion de suivi mensuelle avec tous les acteurs (les partenaires locaux, les STDs, les autorités locales) et les autres clusters. 	<p>les enfants, les femmes, les handicapés).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Donner des assistances psychosociales et juridiques aux familles affectées, enfants, jeunes filles et femmes victimes d'abus et exploitations. • Suivi des personnes/familles déplacées. • Organiser une réunion de suivi mensuelle avec tous les acteurs (les partenaires locaux, les STDs, les autorités locales) et les autres clusters. • Réunification familiale.

3.5.2. Budget

La budgétisation du plan s'est basée sur les coûts opérationnels des plans sectoriels élaborés à partir des différentes phases : la phase d'alerte, la phase d'urgence aigüe et la phase relèvement précoce. Le budget présenté ci-après constitue le budget conjoint des groupes sectoriels et des clusters de l'équipe humanitaire et classé par scénario.

NATURE DES BESOINS	GROUPE SECTORIEL	DISPONIBLES (pré-positionnement) USD	BESOINS ADDITIONNELS USD - SCÉNARIO 1	BESOINS ADDITIONNELS USD - SCÉNARIO 2	BESOINS ADDITIONNELS USD - SCÉNARIO 3	
INTRANTS REQUIS	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	0	3,588,609	7,177,218	10,000,000	
	Eau/ Assainissement	0	1,776,130	1,965,630	2,310,130	
	Education	0	0		5,740,932	
	Logistique					
	Nutrition	0	0	Perimetre brachial 400\$ RUTF 495,000\$ Medicaments 6,000\$ CSB et Huile 1,291,400\$	Perimetre brachial 400\$ RUTF 495,000\$ Medicaments 6,000\$ CSB et Huile 1,291,400\$	
	Protection	0	500 000	800 000	1 200 000	
	Santé	0	635,000	1,235,000	1,435,000	
Sous-total des besoins en intrants		0				
PERSONNEL REQUIS OU SERVICES DIVERS	Agriculture & Sécurité alimentaire					
	Eau/ Assainissement					
	Education			44,764	47,943	
	Nutrition	Mobilisation sociale 56,310\$		Equipe d'enquêteurs 10,000\$ Agents de santé et communautaires 10,432\$ Equipe de distributeurs 2,028\$ Nutritionniste 6,000\$ Materiels anthropometriques 10,000\$ Ordinateur 2,000\$ Materiels de gestion 5,000\$	Equipe d'enquêteurs 10,000\$ Agents de santé et communautaires 10,432\$ Equipe de distributeurs 2,028\$ Nutritionniste 6,000\$ Materiels anthropometriques 10,000\$ Ordinateur 2,000\$ Materiels de gestion 5,000\$	
	Protection					
	Sous-total des services divers					
	TOTAL GÉNÉRAL					

IV. ANNEXES

ANNEXES 1 : Informations générales

Annexe 1a : Carte des délimitations administratives du Grand Sud

Annexe 1b : Carte de densité de la population (par commune)

Annexe 1c : Quelques terminologies clés pour le cas de sécheresse

Annexe 1d : Carte de l'historique de la sécheresse dans le Grand Sud

ANNEXES 2 : Activités de préparation, Plans sectoriels et Indicateurs de suivi

Annexe 2a : Plan sectoriel Eau et assainissement

Annexe 2b : Plan sectoriel Éducation

Annexe 2c : Plan sectoriel Logistique

Annexe 2d : Plan sectoriel Nutrition

Annexe 2e : Plan sectoriel Protection

Annexe 2f : Plan sectoriel Santé

Annexe 2g : Plan sectoriel Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance

Annexe 2h : Indicateurs à suivre en cas de réponses

ANNEXES 3 : 3W et ressources humaines disponibles

Annexe 3a : Qui fait quoi où (3W)

Annexe 3b : Disponibilité en ressources humaines dans le Grand sud

ANNEXE 4 : Informations logistiques diverses

Annexe 4a : Fiches techniques des aéroports (de l'État, privés et à usage restreint)

Annexe 4b : Fiche technique des ports maritimes et fluviaux

Annexe 4c : Fiche technique et vulnérabilité des axes routiers

Annexe 4d : Carte des capacités logistiques dans le Grand sud

Annexe 4e : Carte des circuits alternatifs de transport

ANNEXE 5 : Abréviations et acronymes